



EVALUATION FINALE DU PROJET VONONA

RAPPORT FINAL

Réalisé par



Novembre 2023

ACRONYMES

BNGRC	Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes
CCGRC	Comité Communal de Gestion des Risques et des Catastrophes
CDGRC	Comité de District de Gestion des Risques et des Catastrophes
Covid-19	Corona Virus
DREN	Direction Régionale de l'Enseignement National
EIMA	Evaluation Initiale Multi-Aléas
ELS	Equipe Locale de Sécurité
FEFFI	Farimbon'Ezaka ho Fahombiazan'ny Fanabehazana eny Ifotony
GRC	Gestion des Risques de Catastrophes
HIP	Humanitarian Implementation Plan
RRC	Réduction des Risques de Catastrophes
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisations Non Gouvernementales
PNGRC	Plan National de Gestion des Risques et des Catastrophes
PPU	Plan de Préparation aux Urgences
RA	Résultats Attendus
SAP	Système d'Alerte Précoce
SCI	Save The Children
SIF	Secours Islamique France
SIPC	Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes
SNGRC	Stratégie Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
PARTIE I : CADRE ET METHODOLOGIE	6
I. CADRE ET OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION	6
II. APPROCHE ET DEMARCHE DE L'ÉVALUATION	9
PARTIE II : RESULTATS DE L'ÉVALUATION	12
I. PERTINENCE DU PROJET	12
II. EFFICACITE DU PROJET	17
III. EFFICIENCE DU PROJET	33
IV. IMPACTS DU PROJET	35
V. DURABILITE DU PROJET	42
PARTIE III : RESULTATS TEST DE PREPARATION	46
I. NIVEAU DE PREPARATION DES COMMUNAUTES	46
II. NIVEAU DE PREPARATION DES ECOLES	53
PARTIE IV : RECOMMANDATIONS	59
I. RECOMMANDATIONS POUR LES ELS	59
II. RECOMMANDATIONS POUR LES ECOLES	62
III. RECOMMANDATIONS GLOBALES	63
CONCLUSION	65

INTRODUCTION

A cause de sa situation géographique, Madagascar présente un climat tropical, avec une présence marquante et fréquente d'aléas naturels tels que les cyclones, les tempêtes tropicales, la sécheresse et les inondations. Le pays est touché en moyenne par 1,5 cyclones par an (OCHA, 2020) qui affectent directement environ 770.000 personnes et causent des dommages matériels et des pertes de moyens de subsistance représentant jusqu'à 4 % du PIB du pays (OCHA, 2020).

Avec une économie très fragile, attestée par une forte pauvreté, les conséquences de ces aléas empire la situation davantage chaque année en affectant sévèrement la résilience d'un grand nombre de la population malagasy à cause des dégâts : destruction des infrastructures (déjà précaires pour la plupart) et des lieux d'habitation, destruction des champs de culture (dans un pays où les agriculteurs représentent plus de 80% de la population), problèmes d'eau potable et risque élevé d'épidémie (choléra, paludisme, etc.).

En même temps, l'éducation est l'un des secteurs les plus impacté par les aléas, à cause de la précarité et le manque de ressources avec une faible capacité de résilience. En général, le passage d'un cyclone entraîne : l'inondation du périmètre scolaire le rendant inaccessible, destruction des mobiliers et des infrastructures dont les séquelles sont souvent irrémédiables à défaut de moyens (perte de toit ou de portes/fenêtres, cassure des murs qui sont réparés suivant le système D au péril de la sécurité des élèves et des enseignants), coupures au niveau du programme scolaire. Sur un plan plus large, ces impacts des aléas en milieu scolaire sont coupables en partie de la déscolarisation des enfants à Madagascar et de la précarité de la qualité de l'enseignement.

Le projet VONONA a été initié pour répondre aux effets de cette situation problématique, visant à renforcer la résilience des communautés et des institutions, y compris les écoles. Celui-ci tente de mettre en place un système d'alerte précoce, favorisant une préparation aux catastrophes, une réponse rapide aux urgences, et le soutien aux campagnes de vaccination du Covid- 19.

Face à cela, la stratégie de Gestion des Risques et Catastrophes (GRC) / Réduction des Risques et Catastrophes (RRC) a été intégrée en milieu scolaire afin de limiter les dégâts, de réduire les impacts et d'accompagner le système éducatif pour faire face aux urgences et pour mieux se rétablir dans un délai plus bref. A travers le mécanisme de GRC, des plans d'actions visant à développer l'approche intégrée de la sécurité à l'école ont été mis en place, à chaque étape du cycle de GRC, pour mobiliser les différents niveaux d'acteurs dans le domaine éducatif.

PARTIE I : CADRE ET METHODOLOGIE

Conformément aux termes de référence, la présente évaluation finale a été menée d'une façon participative et par des méthodes quantitatives et qualitatives. La méthodologie adoptée par le cabinet tient compte de ces exigences en adoptant des outils et des approches relatives à ces méthodes.

I. CADRE ET OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

1. Cadre référentiel du Projet VONONA

a. Présentation et concept du projet

Madagascar est touché par 1,5 cyclones par an (OCHA, 2020) qui peuvent affecter plusieurs personnes, et qui causent :

- Des dommages matériels et des pertes de moyens de subsistance représentant jusqu'à 4 % du PIB du pays ;
- Des fermetures des écoles qui en ont touché 7 millions d'élèves et 244 000 enseignants en 2020 (UNICEF).

Le projet VONONA a pour objectif de renforcer la résilience des communautés pour prévenir et atténuer les risques d'aléas à une approche multirisque inclusive, sensible au genre et à l'âge dans les zones urbaines et rurales. C'est dans ce sens que les communautés et les institutions, dont les écoles, soit plus de 750 000 personnes sont cibles du projet.

Pratiquement, il concerne essentiellement la mise en place d'un système d'alerte précoce innovant, utilisant la technologie mobile dans la préparation aux catastrophes, une réponse rapide d'urgence, et le soutien aux campagnes de vaccination du Covid 19.

Soutenu par l'Union Européenne, et faisant partie du programme « Humanitarian Implementation Plan » (HIP), le projet VONONA est mis en œuvre par un consortium ayant des expériences en Gestion de Risques et catastrophes dans ses régions d'intervention : Save the Children ; Action Contre la Faim ; Croix Rouge Luxembourgeoise ; Helvetas ; Humanité Inclusion ; Medair ; Secours Islamique France.

Pour une meilleure mise en œuvre, le consortium collabore étroitement avec le Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC), ainsi qu'avec les ministères concernés : la Direction Générale de la Météorologie, le Ministère de l'Éducation et le Ministère de la Santé Publique.

b. Objectifs du projet

Rappelons que l'objectif général du projet est de contribuer à la réduction des décès, des blessures, des dommages aux biens privés et publics évitables résultant des aléas

météorologiques et du manque de préparation dans les zones sujettes aux catastrophes et soutenir le déploiement des campagnes de vaccination contre le COVID-19 à Madagascar.

Spécifiquement, le projet a pour objectif de renforcer la résilience des communautés et des institutions, y compris les écoles, pour prévenir et atténuer les risques de catastrophes grâce à une approche multi-aléas inclusive, sensible au genre et à l'âge dans les zones urbaines et rurales des régions de Diana, Boeny, Menabe, Atsimo-Andrefana et dans la capitale Antananarivo.

c. Résultats escomptés du projet

A la fin du projet, cinq résultats répartis sur trois thématiques sont attendus :

- GRC/RRC

Résultat 1. Les communautés et les structures locales de RRC bénéficient d'un système d'alerte précoce (SAP) renforcé et d'une préparation efficace pour prévenir et atténuer l'impact des risques et des dangers d'une manière inclusive, adaptée à l'âge et au genre. La cible est de 334 comités GRC pour 1.109.812 personnes.

Résultat 3. Les approches de préparation, de SAP et d'action précoce sont capitalisées et institutionnalisées au niveau national, régional et de district pour assurer la durabilité, en étroite collaboration avec le BNGRC.

Résultat 4. Une réponse d'urgence rapide déclenchée à la suite d'une catastrophe pour 360.000 personnes.

- Éducation en temps d'urgence

Résultat 2. La résilience des écoles face aux risques est renforcée pour garantir l'accès ininterrompu des enfants à l'éducation de manière protectrice, inclusive et sensible au genre pour 183 écoles, 62.254 élèves, 2.700 membres de la communauté éducative.

- Santé

Résultat 5. Appui à la préparation inclusive et réactive à la vulnérabilité et facilitation de la campagne nationale de vaccination contre le COVID-19 dans les sites du projet pour 360.000 personnes.

d. Approche du consortium

Le projet VONONA a été mis en œuvre par un consortium qui a proposé une approche en trois étapes :

- Alerte précoce,
- Préparation aux catastrophes
- Intervention d'urgence.

Des activités ont été réalisées pour chaque approche : extension de la couverture géographique du SAP, élaboration cartographies géographiques des risques d'inondation dans les localités, renforcement de capacité du BNGRC et de la DGM, installation de stations météorologiques synoptiques et de marqueurs de niveau d'eau, élaboration et mise à jour des plans de RRC.

e. Les activités prévues dans le cadre du projet

Quatre grandes activités sont proposées par le projet :

- La mise à l'échelle du système d'alerte numérique pour améliorer la compréhension des risques locaux et renforcer les mécanismes d'alerte précoce.
- L'élaboration des plans de réduction des risques de catastrophe (RRC) et mis en œuvre avec les communautés et les écoles les plus à risque.
- Les efforts pour la durabilité qui se traduiront par une forte intégration entre la RRC, l'éducation et les réponses humanitaires, le soutien au renforcement des capacités, la planification collaborative et le plaidoyer au niveau national.
- L'apport d'une aide d'urgence aux sites de projets des communautés touchées par la catastrophe grâce au déploiement du « crisis modifier », ainsi qu'en soutenant le déploiement réussi de la campagne de vaccination COVID-19.

f. Mandat du cabinet

Le mandat DU CABINET consistait à atteindre deux missions précises :

- Mener une étude CAP (Connaissance Attitude Pratique) visant à mesurer le degré de connaissances et de capacités des populations cibles du projet, fruits des différentes activités menées.
- Réaliser une évaluation FINALE du projet VONONA afin d'apprécier les progrès réalisés face aux objectifs de départ, et de capitaliser les bonnes pratiques développées acquises des différentes réalisations.

2. Périmètre de l'évaluation

La présente évaluation a été menée dans les régions d'interventions du projet : Région Analamanga (Antananarivo), Région Menabe (Miandrivazo), Région Diana (Ambanja, Ambilobe), Région Boeny (Ambatoboeny), Région Atsimo Andrefana (Toliary I, Toliary II, Morombe). Des contraintes temps et des contraintes techniques, seuls des féchantillons de fokontany dont les choix ont été faits en étroite collaboration avec l'équipe du consortium durant la phase préparatoire de la mission d'évaluation.

II. APPROCHE ET DEMARCHE DE L'EVALUATION

1. Approche quantitative

L'approche quantitative a été menée à l'aide de questionnaires selon les trois types de cibles :

Cibles de l'étude	Principaux contenus des questionnaires
Comités GRC (ELS, CDGRC, Commissions GRC)	- Préparation aux aléas - Outils SAP inondation et cyclone
Ecole (Clubs RRC) ;	- Préparation aux aléas - Outils SAP inondation et cyclone
Communauté et Ménages.	- Information/sensibilisation pour faire face à l'inondation/cyclone - Vaccin Covid 19 - Sensibilisation sur la vaccination Covid 19

Les enquêtes ont donné les résultats suivant en termes de nombres :

Cibles de l'étude	Nombre d'individus enquêtés
Comités GRC (ELS, CDGRC, Commissions GRC)	628 personnes
Ecole (Clubs RRC) ;	48 écoles
Communauté et Ménages.	44 ELS

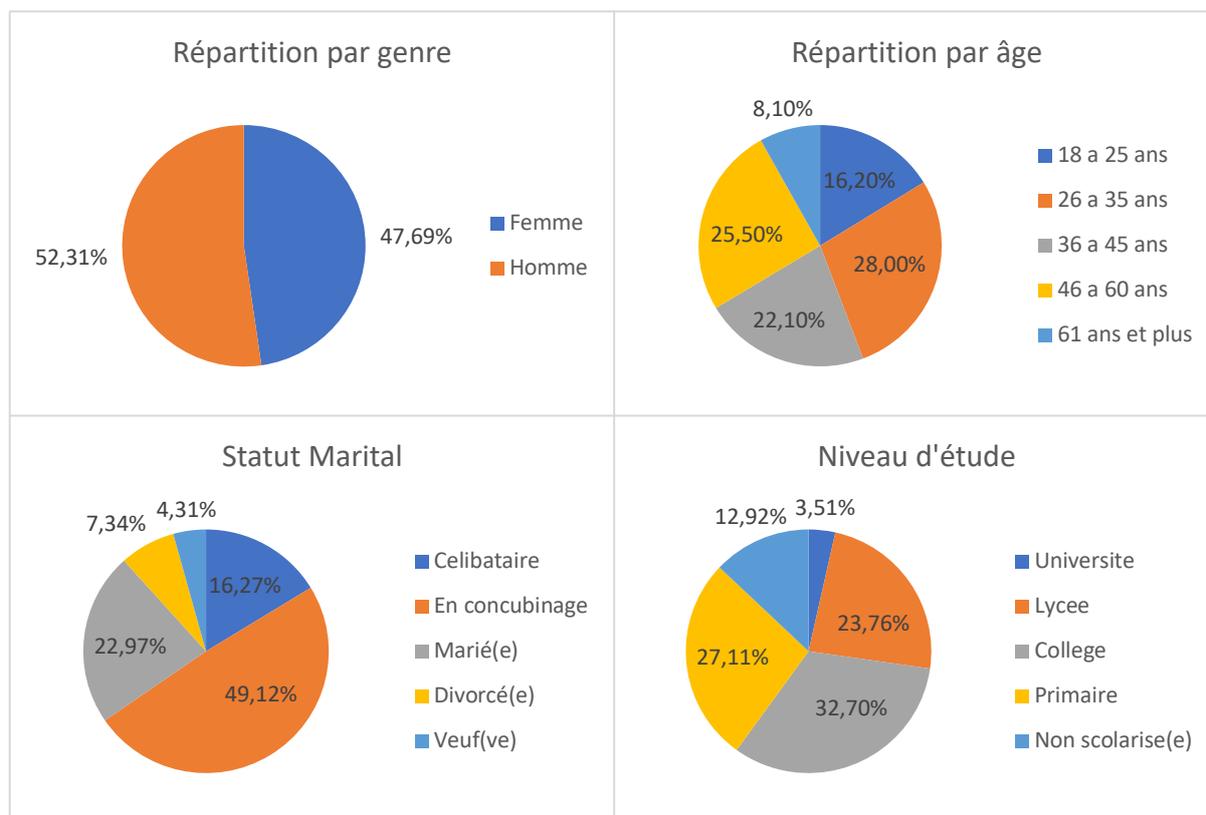
Les enquêtes ont permis d'évaluer le niveau de capacité des concernées à se préparer contre les aléas à la fin du Projet VONONA. A part les graphes qui illustrent nettement les résultats, un scoring a été établi afin d'évaluer cette capacité à partir d'un taux précis servant d'indicateur.

L'approche quantitative a permis, à partir de la compilation des données quantitatives pour l'analyse quantitative et la justification des affirmations dégagées.

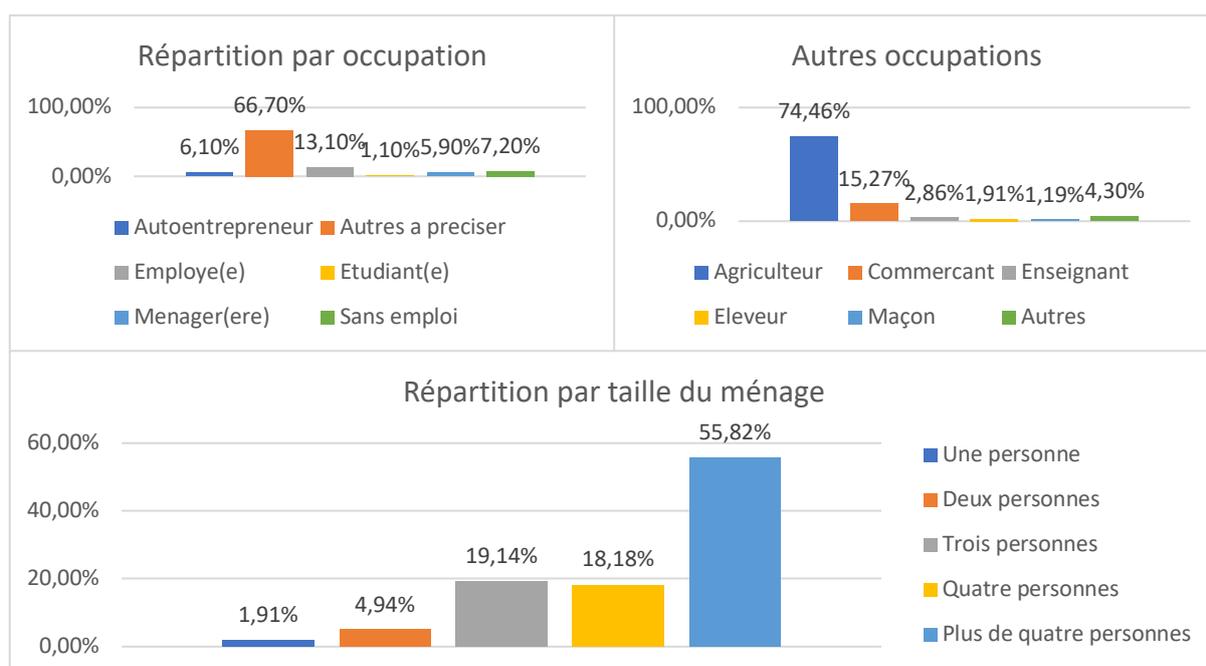
Concernant les enquêtes menées au niveau des ménages, elles ont été réalisées dans quatre régions, à savoir : Région Diana, Région Boeny, Région Menabe, Région Analamanga et Région Atsimo Andrefana. A savoir que la Région Analamanga n'a été enquêtée que sur le taux de vaccination au COVID 19. Le tableau qui suit présente la répartition de la population enquêtée suivant chaque zone.

Zone	Pop Enquêtée
Ambanja	122
Ambilobe	34
Ambondromamy	56
<i>Antananarivo</i>	32
Miandrivazo	155
Morombe	73
Tulear 1	66
Tulear 2	119
TOTAL	628 (657+Tanà)

Voici comment se présente leurs caractéristiques sociodémographiques :



Les données recueillies montrent que la population enquêtée est formée d'une majorité masculine (52,31%) âgée de 26 à 60 ans pour la plupart. Une grande partie de ces personnes (49,12%) sont en concubinage et ont un niveau d'étude entre le primaire et le lycée.



La plupart d'entre eux pratique des activités agricoles, y compris la commercialisation des produits. En effet, une grande partie de la production est destinée à la vente pour que les

ménages puissent subvenir à leurs besoins. Dans la majorité des cas (55,82%), les ménages sont composés de plus de quatre personnes.

2. Approche qualitative

Par des observations et des entretiens, le cabinet a adopté plusieurs méthodes :

- La consultation des documents mis à sa disposition par les partenaires du projet
- L'entretien individuel avec les principaux acteurs : autorités, membres du consortium
- Les focus group avec les comités locaux concernés
- L'observation directe de l'état du terrain

3. Démarche de la mission

La réalisation de la mission d'évaluation est passée par différentes étapes :

Réunions préparatoires : consistait surtout en réunions (face à face ou à distance) : réunion de cadrage, réunion de mise au point, entretien avec quelques acteurs principaux des partenaires, L'objectif est d'avoir une meilleure synergie d'une part, et pour une compréhension des attentes du SCI d'autre part.

Revue documentaire : à la demande du cabinet, SCI a mis à sa disposition des documents concernant le projet : document de projet, rapports...

Elaboration des outils : consistait à l'élaboration des outils de collecte en consultation avec l'équipe de SCI pour sa validation (questionnaires pour les entretiens, questionnaire guide pour les focus group) et élaboration des outils d'évaluation et d'analyse.

Descente sur terrain : consistait surtout en

- Rencontre avec les personnes clés
- Entretien avec les principaux acteurs du projet
- Réalisation des focus group
- Constat de visu des résultats des activités du projet

Une formation des enquêteurs avec un pré-test des outils a précédé les descentes sur terrain.

Traitement des résultats d'enquête : l'utilisation de l'application KOBO, lors de la phase de réalisation a permis une conversion rapide des données puis traités sous SPHINX.

Travaux d'analyse : les données traitées ont été analysées afin de répondre aux objectifs de la mission qui est l'étude CAP et l'évaluation finale du projet. Divers outils ont été utilisés : tableaux, graphes...

Rédaction du rapport : le présent rapport est un rapport final présentant les résultats des descentes sur terrain et les résultats de la mission.

PARTIE II : RESULTATS DE L’EVALUATION

I. PERTINENCE DU PROJET

1. Pertinence du projet face aux stratégies et politiques existantes

Sur le plan national et international, des politiques ont été adoptées pour pallier aux problèmes liés à la GRC/RRC. Le projet VONONA a été conçu conformément à ces différentes stratégies qui lui confèrent une large facilité dans la mise en œuvre de ses activités.

a. Politique Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes (PNGRC)

En 2003, Madagascar a développé et mis en application sa politique nationale de GRC, intitulé PNGRC, s’inscrivant dans le cadre global des activités relatives à la protection et à la sécurité civile. Cette politique s’appuie sur des procédures intégrées et globales prévoyant des mesures de prévention, d’alerte, de préparation, de gestion, de secours, de rétablissement, de reconstitution et de développement.

En son Article 4, la PNGRC annonce prendre en considération « toutes les activités qui concourent à la protection et à la défense civiles et au renforcement de la résilience communautaire, dans une perspective de développement et de réduction de la pauvreté », et affirme la volonté du pays à contribuer à la gestion de l’environnement et à la réduction de la pauvreté dans lesquelles elle priorise les communautés les plus exposées aux risques et les zones à hauts risques pour la réduction des vulnérabilités et la mitigation des risques. Dans ce sens, le Projet VONONA s’aligne sur cette vision dans la mesure où il développe des actions visant à renforcer les capacités des communautés et des écoles à faire face aux aléas (mitigation des risques) dans l’objectif de minimiser les impacts négatifs (gestion de l’environnement et réduction de la pauvreté).

Priorités PNGRC	Objectif Projet VONONA
Protéger les installations nécessaires à la défense et à la sauvegarde de la vie des populations, de leurs biens et de l’environnement	Le Projet VONONA comprend des actions visant à renforcer la sécurité des personnes et de leurs biens à travers les consignes de sécurité et les dotations d’outils de prévention
Assurer la protection et les secours de la population en toutes circonstances	Le Projet VONONA met en place des comités locaux spécialisés (ELS) qui prennent en charge la planification et la mise en œuvre des activités relatives à la protection et aux secours de la population notamment pendant les catastrophes
Entretenir et affermir la solidarité et la volonté de résistance des populations aux effets des risques et des catastrophes	Le Projet VONONA met en œuvre des activités de sensibilisation sur l’importance de la GRC auprès des populations cibles afin d’amener à un changement de comportement face aux gestes sécuritaires afin de mieux prévenir les risques liés aux catastrophes, mais également sur les enjeux de la cohésion sociale en situation de GRC
Développer les aptitudes et réduire les vulnérabilités des populations	Les formations dispensées dans le cadre du Projet VONONA ont pour but de renforcer la capacité des populations cibles, y compris leur aptitude à faire face aux aléas afin de réduire leur vulnérabilité suite aux conséquences à postériori

Il est important de préciser que la mise en œuvre du plan relatif à cette politique nécessite l'implication des organisations non gouvernementales. Dans ce sens, la participation des membres du consortium via ce projet manifeste davantage la pertinence des actions menées au bénéfice de ce plan de GRC national. En même temps, le projet développe une étroite collaboration avec le BNGRC dans les actions menées.

b. Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes (SIPC)

La SIPC s'articule autour de trois principaux concepts, à savoir les risques naturels, la vulnérabilité et le risque. L'objectif global de cette stratégie est de faire en sorte que toutes les sociétés soient capables de résister aux catastrophes naturelles et aux catastrophes industrielles et environnementales connexes, de façon à réduire les pertes environnementales, humaines et sociales liées à ces catastrophes. Pour atteindre celui-ci, il existe quatre actions : (i) la sensibilisation du public ; (ii) un engagement des autorités ; (iii) des partenariats et des réseaux pluridisciplinaires et intersectoriels ; et (iv) l'acquisition de connaissances scientifiques.

Les actions déployées dans le cadre du Projet VONONA peuvent s'aligner aux trois premiers volets indiqués.

Volet SIPC	Objectif	Réponse Projet VONONA
Sensibilisation du public	Sensibiliser davantage le public aux risques que posent les aléas naturels et les catastrophes industrielles et écologiques connexes pour les sociétés et les économies. Faire prendre davantage conscience de l'existence de solutions pour réduire la vulnérabilité à ces catastrophes de façon que l'ensemble de la communauté mondiale soit déterminé à faire de la prévention des risques et des catastrophes un bien public	Le Projet VONONA met en œuvre des actions de sensibilisation visant à conscientiser la population cible sur les risques liés aux aléas naturels ainsi que sur les bonnes gestes à adopter si le cas se présente
Partenariats et réseaux pluridisciplinaires et intersectoriels	Encourager les partenariats pluridisciplinaires et intersectoriels et développer les réseaux de prévention en assurant une participation de la population à toutes les phases de l'application de la Stratégie internationale	Outre le réseau national pour la mise en œuvre du PNGRC, le réseau des organismes membres du consortium renforce davantage de réseautage au niveau national. En même temps, le projet tisse des partenariats avec d'autres institutions afin de mieux les impliquer et de faciliter les actions
Connaissances scientifiques	Mieux comprendre les causes et les effets des catastrophes naturelles et des catastrophes industrielles et écologiques connexes sur les sociétés et promouvoir une diffusion plus large des connaissances	Les expériences acquises dans le cadre de la réalisation du projet permettent à tous les acteurs impliqués de disposer des connaissances sur les catastrophes à partir de la gestion de chaque

	de façon à réduire la vulnérabilité des communautés exposées aux catastrophes	événement. En revanche, ces connaissances portent principalement sur les catastrophes naturelles puisque les catastrophes industrielles et écologiques sont rares dans les zones d'intervention
--	---	---

c. Agenda 21

Adopté en 1992 suite à la Conférence internationale sur l'environnement et le développement, l'Agenda 21 est, par définition, un outil qui vise à répondre concrètement aux enjeux locaux de développement durable en intégrant cette notion dans les politiques publiques déployées sur le territoire, mais aussi dans les actions privées et associatives : comportements, vie sociale et culturelle, environnement, économie, relations avec les territoires proches et lointains. L'environnement est le support indispensable des activités humaines. L'air, l'eau, les sols et la biodiversité doivent être considérés comme des facteurs critiques ou limitants de toute décision¹. Tenant compte de ce concept, le Projet VONONA répond à certains principes déterminant de ce programme. Dans l'ensemble, l'Agenda compte au total 27 principes. Le tableau suivant présente les principes auxquels relatifs aux activités du Projet VONONA.

Principe	Réponse Projet VONONA
Principe 1 Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature	Les impacts des cyclones et inondations sur la vie sociale et économique des populations vulnérables entraînent des perturbations sur cette équilibre saine entre l'Homme et la Nature. La GRC tiens, par conséquent, une rôle importante dans ce sens
Principe 4 Pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considérée isolement	Les actions du Projet VONONA visent à réduire les effets des risques et catastrophes naturelles au niveau des populations dans l'objectif de préserver l'environnement urbain et rural au bénéfice du développement durable
Principe 20 Les femmes ont un rôle vital dans la gestion de l'environnement et le développement. Leur pleine participation est donc essentielle à la réalisation d'un développement durable	Le Projet VONONA prends en compte la dimension genre dans toutes ses activités, où elle développe des approche encourageant la participation actives des personnes vulnérables : femmes, jeunes et personnes en situation d'handicap
Principe 22 Les populations et communautés autochtones et les autres collectivités locales ont un rôle vital à jouer dans la gestion de l'environnement et le développement du fait de leurs connaissances du milieu et de leurs pratiques traditionnelles	Le Projet VONONA mets en place une structure décentralisée et inclusive au niveau des zones cibles encourageant la participation active des populations et communautés autochtones concernées dans la GRC/RRC communautaire

¹ Réserve naturelle de la biosphère de Charlevoix, Agenda 21 – Stratégie de Développement Durabe, Baie Saint-Paul

d. Objectifs de Développement Durable n°13 (ODD 13)

L'Objectif 13 des Objectifs de Développement Durable porte sur les mesures pour lutter contre le changement climatique et ses répercussions. Dans cet esprit, le Projet VONONA constitue une initiative permettant d'atteindre l'ODD 13 où les actions portent sur l'atténuation des effets des événements engendrés par le changement climatique (cyclone et inondations) sur les populations à Madagascar, incluant les populations vulnérables dans les zones d'intervention dudit projet.

2. Pertinence du projet face aux attentes des communautés locales

La pertinence du projet repose surtout sur sa cohérence avec les besoins de la population cible. Il ne saurait être pertinent si les actions proposées ne correspondent pas avec les attentes des communautés.

a. Description des besoins des communautés cibles

Madagascar est touché par différents aléas plusieurs fois par an, surtout des cyclones et des inondations qui touchent particulièrement ses zones côtières. Face à cette situation, les populations les plus souvent touchées ont adopté des pratiques propres à leurs communautés respectives pour essayer de limiter les dégâts. En effet, les populations font face à difficultés considérables, affectant sérieusement leur résilience : destruction des habitations, destruction des champs, suspension des activités économiques allant parfois jusqu'à l'arrêt faute de moyens.

Face à cette situation, la population n'a d'autres choix que d'attendre que des aides, surtout financières, lui soient octroyées car la majorité des ménages n'ont pas les moyens de se relever économiquement après les dégâts subis. L'idéal serait que les communautés soient capables de se préparer à la venue des aléas et puissent prendre les précautions nécessaires à la reprise de leurs activités le plus vite possible après le passage de ceux-ci.



Max, Directeur Ecole

Fkt Ankotrofotsy, District Miandrivazo

« Le Projet VONONA a répondu à une question que nous nous sommes posés depuis de nombreuses années : comment faire pour éviter que les cyclones ne soient aussi destructeurs pour notre vie, comment faire pour éviter ses répercussions qui sont très dures à affronter pour nous qui sommes loin de tout du point de vue social, mais surtout économique. On nous a appris qu'il était possible d'anticiper et de nous préparer de la meilleure des manières. Avant, nous nous sommes juste fiés à nous même, à notre instinct, et à notre propre observation du changement de climat au quotidien. Alors que maintenant, nous sommes prévenus à l'avance d'un éventuel aléa, qui pourrait survenir, par les ELS du fokontany ; et savons quels gestes adopter pour limiter les pertes matérielles mais surtout les pertes humaines qui pourraient être occasionnées. En plus, les ELS nous conseillent de récolter nos

cultures avant l'arrivée des cyclones et de toujours conserver des semences en lieu sûr pour pouvoir reprendre nos activités dès que possible »

b. Réponse du Projet VONONA à ces besoins

La réponse du Projet VONONA à ces besoins des communautés s'articule autour de trois grands axes particuliers :

- Le besoin de disposer de connaissances et de compétences permettant de bien se préparer à la venue des aléas ;
- Le besoin de disposer de moyens d'information fiable pendant le passage des aléas ;
- Le besoin de renforcement de capacités en général en matière de GRC.

D'une manière générale, le projet offre les connaissances et les compétences nécessaires aux populations cibles à travers des formations, des séances de sensibilisation, des dotations de matériels et d'accompagnement. Le projet permet de mettre en place des actions relatives à une GRC/RRC efficace, afin de permettre aux communautés de mieux se préparer et d'être capables d'affronter les situations difficiles.

c. Limites des actions menées par le projet

Entant donnée que les problèmes liés aux aléas (surtout naturels) touchent les communautés chaque année, elles font leur possible pour y faire face. Cependant, les ménages sont plus préoccupés par leurs problèmes au quotidien, le sujet de réduction des risques de catastrophe n'est pas réellement leur priorité. En effet, la population est plus préoccupée par d'autres problèmes liés à la sécurité alimentaire, aux activités génératrices de revenus, aux activités agricoles et à leurs problèmes financiers. Ces problèmes sont en partie causés par les spécificités de leur zone d'habitation : sécheresse, insécurité, insuffisance alimentaire, etc.

Des populations peuvent par exemple être plus sensibles à des projets d'adduction d'eau potable, plutôt que par la préparation à la venue d'un cyclone et/ou inondation par exemple, à cause de la sécheresse qui persiste. C'est le cas dans quelques fokontany de la Région Atsimo Andrefana et du District de Morombe par exemple. Cette situation peut être un facteur handicapant pour les actions mises en œuvre dans le cadre du Projet VONONA.

II. EFFICACITE DU PROJET

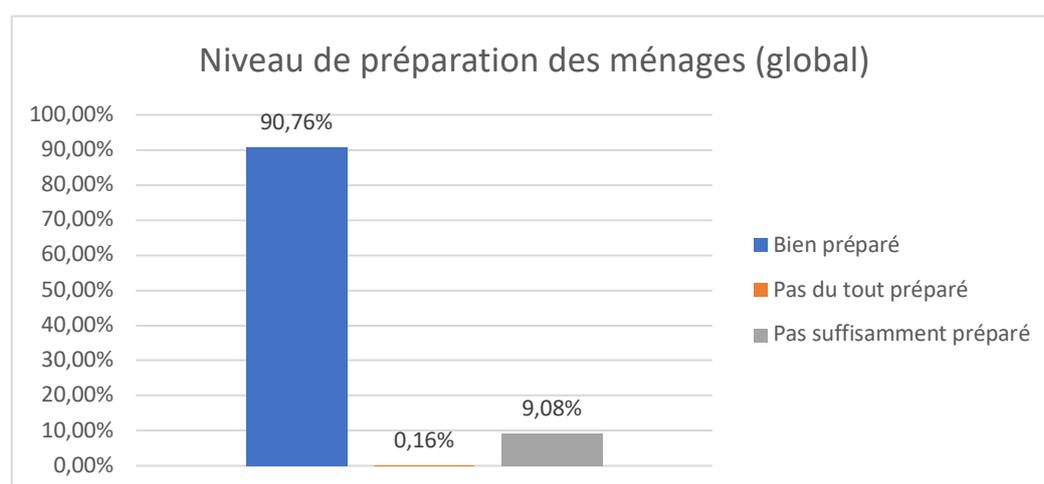
Le Projet VONONA a été principalement conçu pour venir en aide aux communautés, leur permettre de mieux se préparer face aux différents aléas naturels qui les rendent plus vulnérables à chaque fois qu'elles sont frappées par ces dernières. Un des axes principaux permettant d'évaluer l'efficacité du projet est donc de mesurer la capacité de ces communautés à se préparer aux éventuels aléas, et le cas échéant, à y faire face. Des enquêtes ont ainsi été menées auprès de ces communautés afin de constater si le projet a été efficace en ce sens que celles-ci connaissent les dispositions à prendre pour se préparer aux aléas naturels.

1. Niveau de préparation des communautés sur la GRC

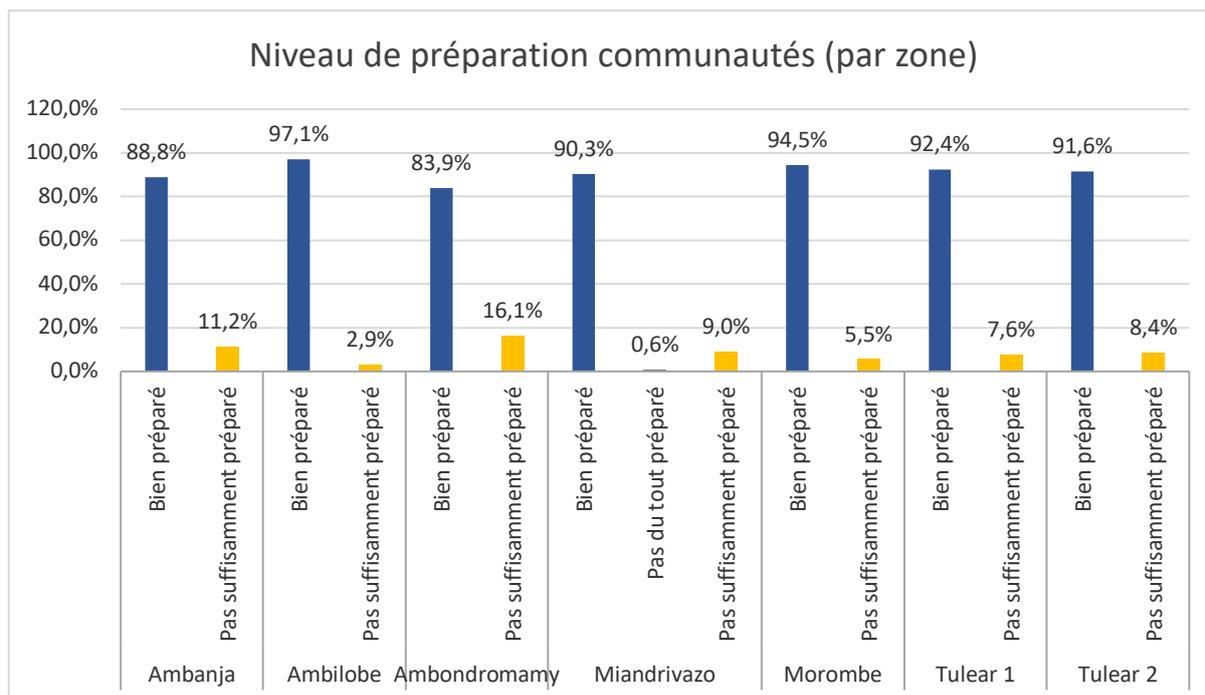
Dans un premier temps, les enquêtes menées ont permis d'établir le niveau de préparation des communautés selon des barèmes préalablement mis en place. Un questionnaire à questions fermées a été mis en place, dont les réponses sont « Oui » ou « Non ». Un système de scoring est ensuite utilisé pour catégoriser les ménages selon les réponses données.

Score (OUI)	Niveau de préparation du ménage	
0 – 14	1	Pas du tout préparé
15 – 35	2	Pas suffisamment préparé
36 – 46	3	Bien préparé

Après traitement des données recueillies, il a été possible de tirer les résultats suivants :



D'un point de vue global, les résultats montrent l'efficacité du projet, témoignée par un niveau de préparation élevé des ménages. En effet, la majeure partie des ménages enquêtés, 90,76% pour être précis, a obtenu un score supérieur à 36 et est considérée comme bien préparée aux éventuels aléas naturels.

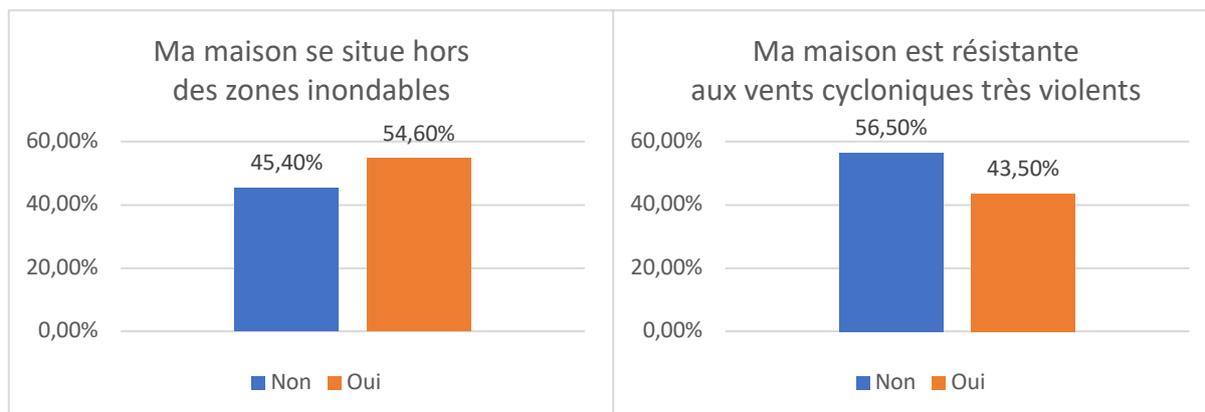


En regardant de plus près, des statistiques ont également été établis par zone d'intervention. Le graphique montre clairement que tous les ménages toutes les zones sont « bien préparés », le pourcentage maximum étant détenu par la zone d'Ambilobe avec un taux de 97,1% des ménages enquêtés en son sein. La zone avec la moins bonne performance est celle d'Ambondromamy, avec seulement 83,9% de ménages enquêtés dans la zone classés « bien préparés ». Néanmoins, ce chiffre reste élevé et démontre que les objectifs fixés dans le cadre du projet ont été atteints avec succès.

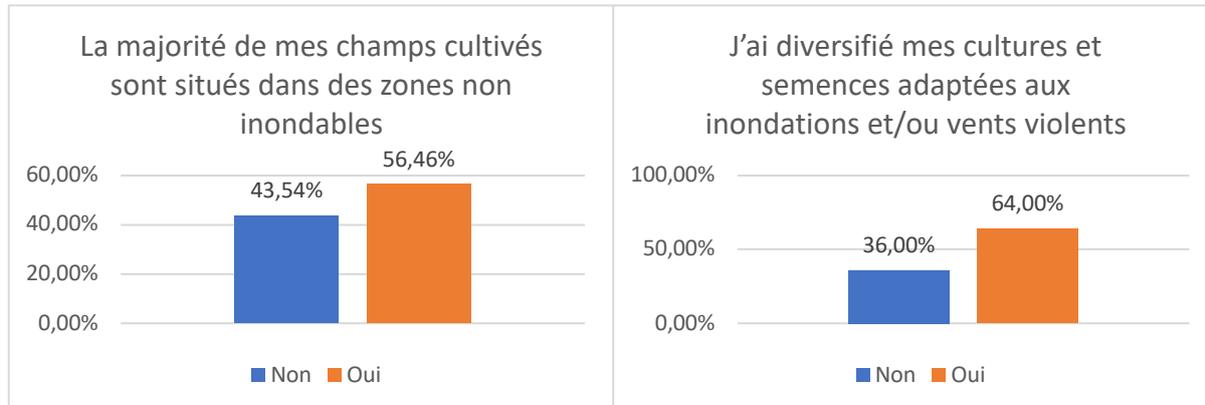
Pour aller encore plus loin dans l'étude, il est intéressant de se pencher sur les caractéristiques des ménages enquêtés, ainsi que les différents critères qui ont servis pour l'établissement de ces statistiques, afin d'avoir une vision plus précise sur points pour lesquels les communautés ont été impactées par le projet, justifiant encore une fois l'efficacité de ce dernier.

2. Résultats des enquêtes communautés

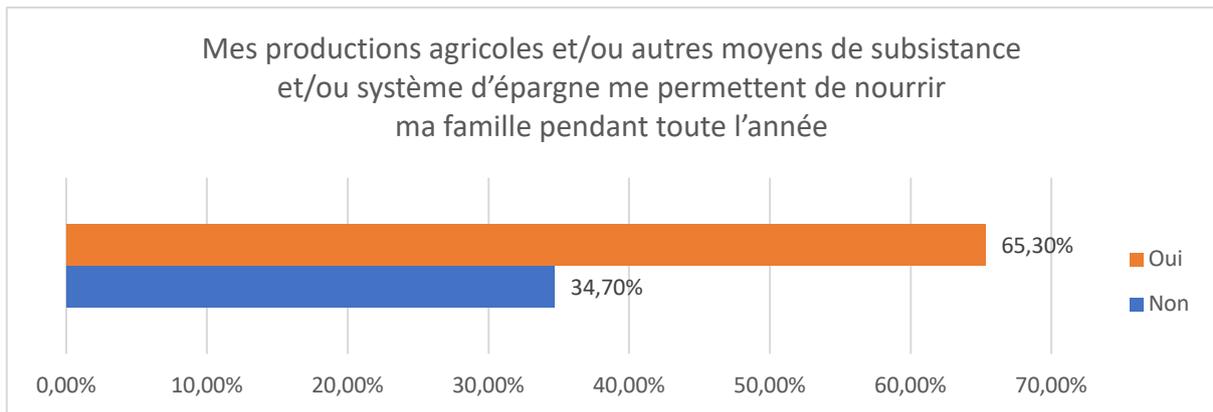
a. Données sur les ménages enquêtés



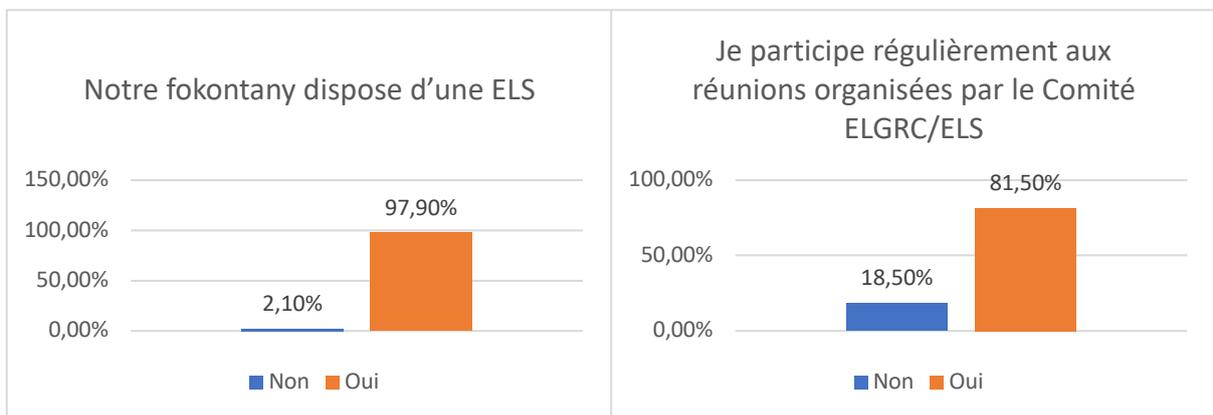
Concernant les lieux d'habitation, la situation est assez partagée. En effet, les statistiques montrent des données qui font presque moitié-moitié. Les 54,6% de la population enquêtée vivent dans des maisons se trouvant hors des zones inondables, contre 45,4% dont les habitations sont susceptibles d'être touchées par des inondations. De même, 43,5% d'entre eux jugent que leurs maisons peuvent résister aux vents cycloniques très violents, alors que les 56,5% affirment le contraire. Ces statistiques montrent que beaucoup de ménages jugent que leur habitation sont vulnérables face aux cyclones et inondations.



En ce qui concerne les cultures, le même cas de figure se reproduit. Un peu plus de la moitié (56,46%) des personnes enquêtées jugent que leurs champs se situent dans des zones inondables et sont donc vulnérables. En parallèle, 64% d'entre eux ont fait le choix de diversifier leurs cultures afin que celles-ci soient plus adaptées aux inondations et/ou aux vents violents.

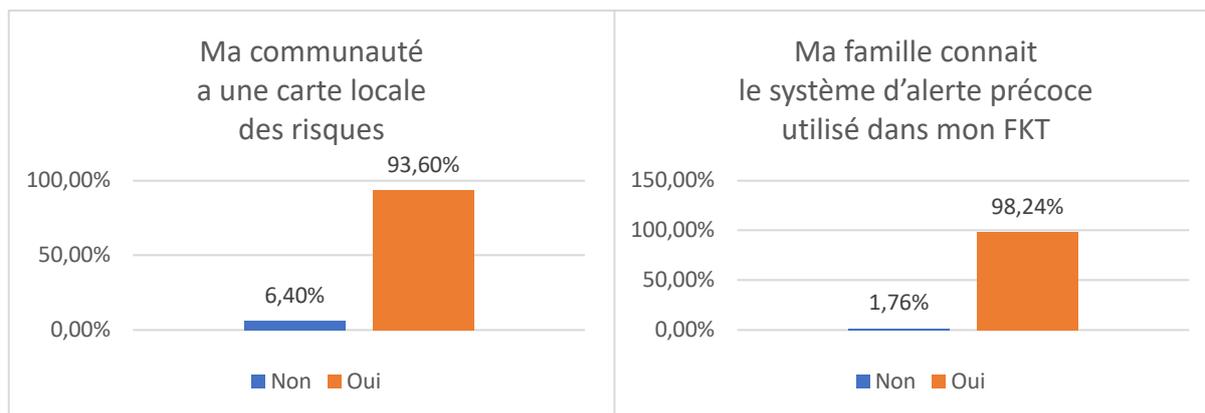


Il est important de savoir si la population peut subvenir à leurs besoins toute l'année grâce à leurs activités agricoles ou autres moyens de subsistance. Les enquêtes menées ont révélé que 65,30% des personnes enquêtées jugent avoir cette capacité. Ces personnes seront un peu moins vulnérables au cas où leurs villages sera touchée par un cyclone et/ou une inondation.



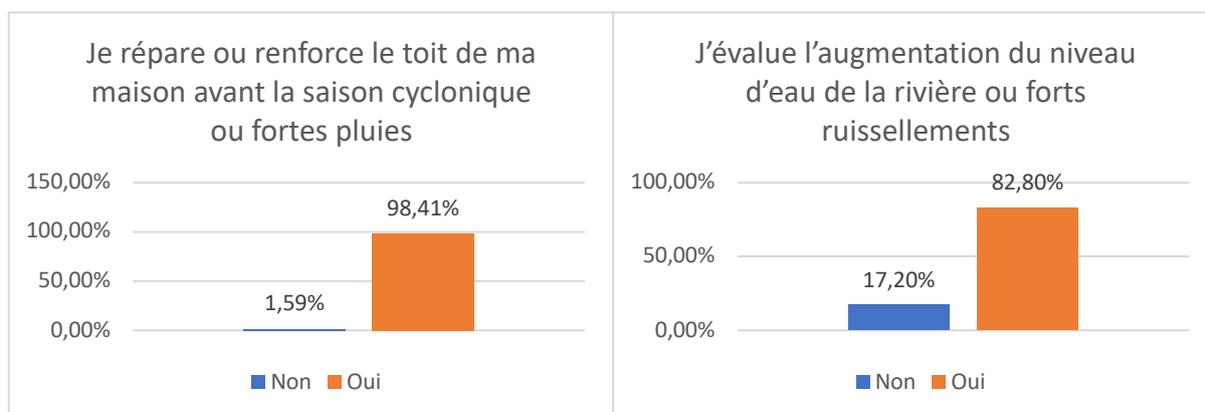
D'après les données récoltées, 97,9% des personnes enquêtées ont connaissance de l'existence d'une ELS au niveau de leur fokontany. Ceci démontre encore une fois l'efficacité des actions entreprises dans le cadre du projet. En effet, ce chiffre élevé confirme le travail effectué par les équipes du projet en collaboration avec les ressources locales comme les membres des ELS du fokontany par exemple.

En outre, 81,5% des enquêtés affirment participer régulièrement aux réunions organisées par le comité ELGRC/ELS. Ce qui contribue grandement à faciliter le travail de ce dernier, et à favoriser le développement des activités de ces ELS.



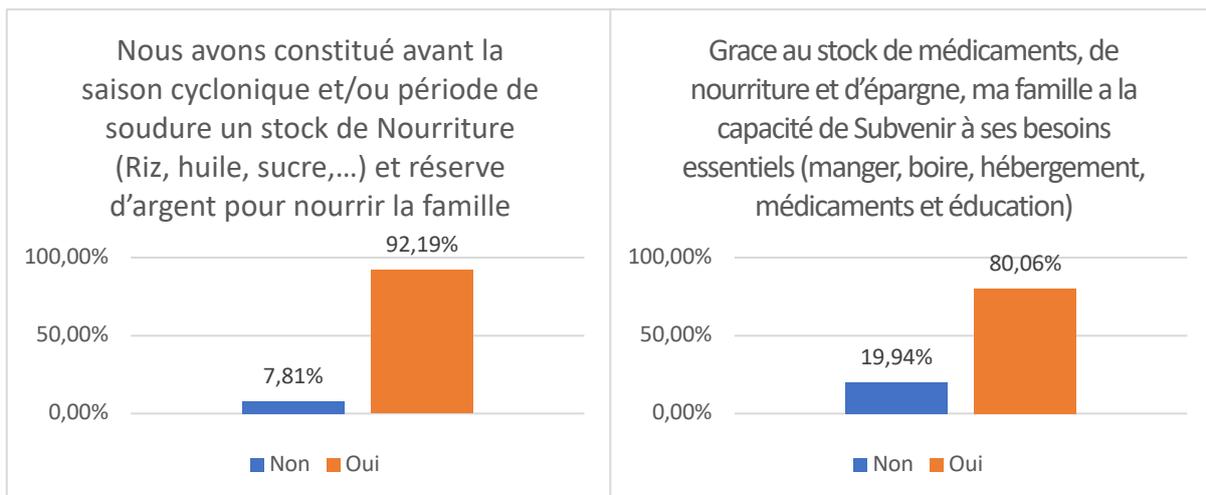
Il est possible aujourd'hui d'affirmer que les ELS, soutenus par les équipes du projet ont fait leur maximum pour mener à bien leurs activités. Comme le démontre les statistiques, 93,6% des personnes enquêtées affirment connaître l'existence d'une carte locale des risques, comportant les zones inondables, les chemins d'évacuation et les abris d'urgence, au niveau de leur communauté. De même, presque toutes les personnes interrogées (98,24%) ont affirmé que leur famille connaissait le système d'alerte utilisé au niveau de leur fokontany.

Ces données confirment les statistiques, concernant le niveau de préparation des communautés. En effet, en connaissant l'existence de la carte des risques et du système d'alerte utilisé par leur fokontany, les ménages sont en capacité de prendre les mesures nécessaires avant et pendant le passage des aléas.



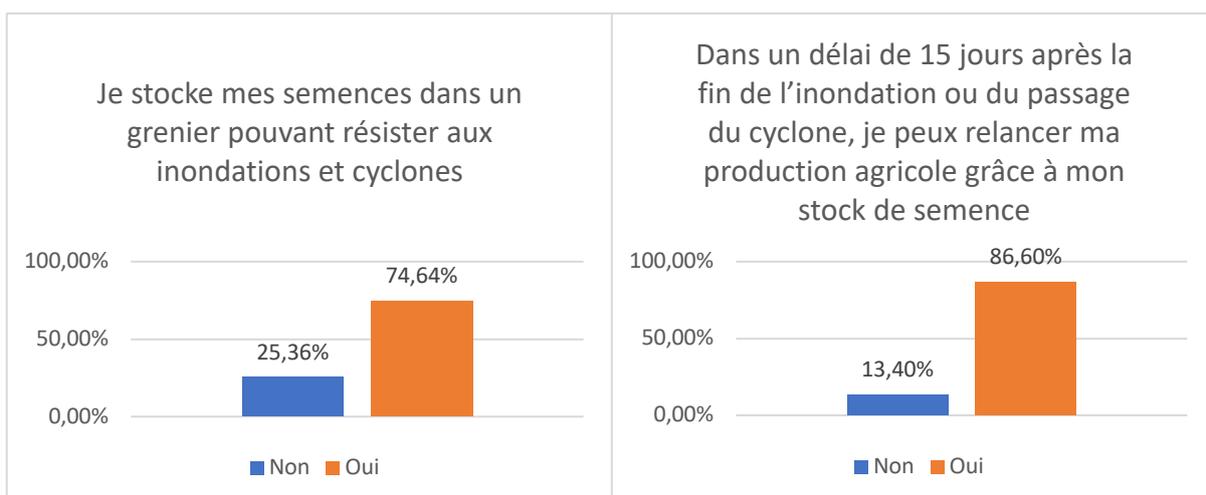
Toujours dans le cadre de la préparation, les chiffres confirment encore une fois que les ménages ont bien été sensibilisés, et que celle-ci ont été efficaces. En effet, presque la totalité (98,41%) des personnes interrogées affirment faire des réparations ou de renforcement du toit de leur maison avant la saison cyclonique. Outre les gros travaux de réparation, la pratique la plus courante est de disposer des sacs de sable sur la toiture afin de la rendre plus rigide et éviter qu'elle ne soit soulevée par le vent.

En parallèle, 82,8% des enquêtés affirment évaluer régulièrement l'augmentation du niveau d'eau des rivières même avant le passage des aléas. Pour rappel, ce chiffre n'était que de 57,48% lors de l'étude « baseline » du projet. Une hausse de 25,32% a donc été atteinte jusqu'à la fin du projet. Ce qui confirme l'efficacité du projet sur le plan opérationnel. Du point de vue des communautés, cela montre que les gens sont désormais plus vigilants et portent attention aux conseils et directives qui leur sont donnés par les ELS.



En ce qui concerne la survie, les chiffres montrent que les ménages essaient, malgré les difficultés auxquelles ils doivent faire face, de s'organiser pour être en mesure de traverser les aléas de manière à ce que leurs familles respectives puissent vivre favorablement. En effet, 92,19% d'entre eux ont déclaré constituer un stock de nourriture et une réserve d'argent avant la saison cyclonique et/ou la période de soudure. Alors que 80,06% affirment avoir la capacité de subvenir à leurs besoins essentiels grâce à ce stock de nourriture, d'épargne mais aussi de médicaments.

Le projet a eu un succès certains car ces chiffres étaient respectivement de 48,49% et 34,07% lors de l'étude « baseline ». Il est facile d'affirmer, grâce à ces données que les actions menées dans le cadre du projet ont été efficaces. Il a eu un impact positif sur la vie de la population cible en général.

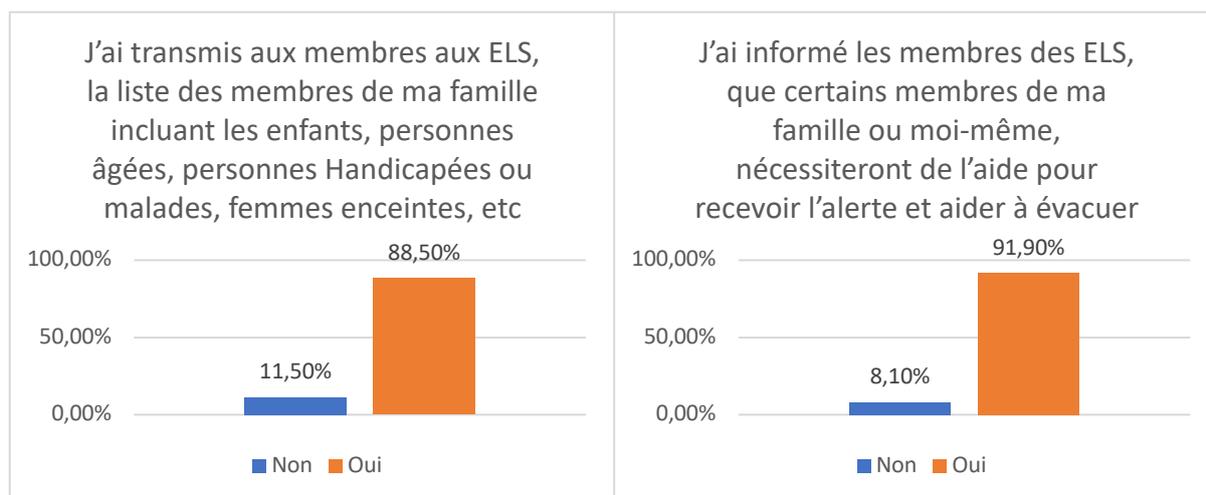


Dans le but d'aider les communautés à se relever plus vite après le passage d'un aléa, le projet a initié une sensibilisation pour que les gens puissent reprendre leurs activités au plus vite. En ce sens, il a été constaté au début du projet que seulement 37,73% des enquêtés ont déclaré stocker des semences en lieu sûr pour les protéger contre les inondations et cyclones. Ce

chiffre a presque doublé à la fin du projet et a atteint un score de 74,64% et témoigne encore une fois de l'efficacité des actions entreprises dans le cadre du projet.

De même, 86,6% des personnes enquêtées ont déclaré pouvoir relancer leur production agricole grâce au stockage de semence. Une belle évolution par rapport aux chiffres recueillis lors de l'enquête « baseline » qui n'étaient que de 29,27% seulement.

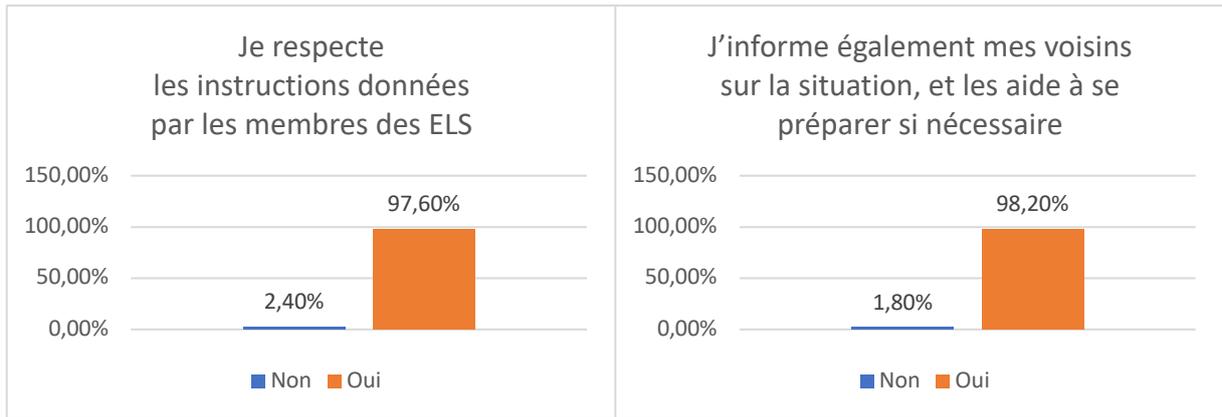
b. Pratiques des communautés face aux différents aléas



Les enquêtes menées ont révélé qu'une grande partie des ménages (88,5%) a déjà pris la peine de transmettre la liste des membres de leurs familles aux ELS. Incluant surtout les membres qui pourraient être vulnérables en cas de cyclones/inondations comme les enfants, les personnes âgées, les personnes avec un handicap ou malades, les femmes enceintes, etc. Ce chiffre a connu une belle évolution par rapport aux statistiques recueillies lors de l'étude « baseline » qui n'était que de 43,2%.

En complément, 91,9% des personnes enquêtées ont précisé quel membre de la famille pourrait avoir besoin d'aide en cas d'une évacuation. Ce chiffre a également connu une nette amélioration, il n'était que de 44,23% lors de l'étude « baseline ».

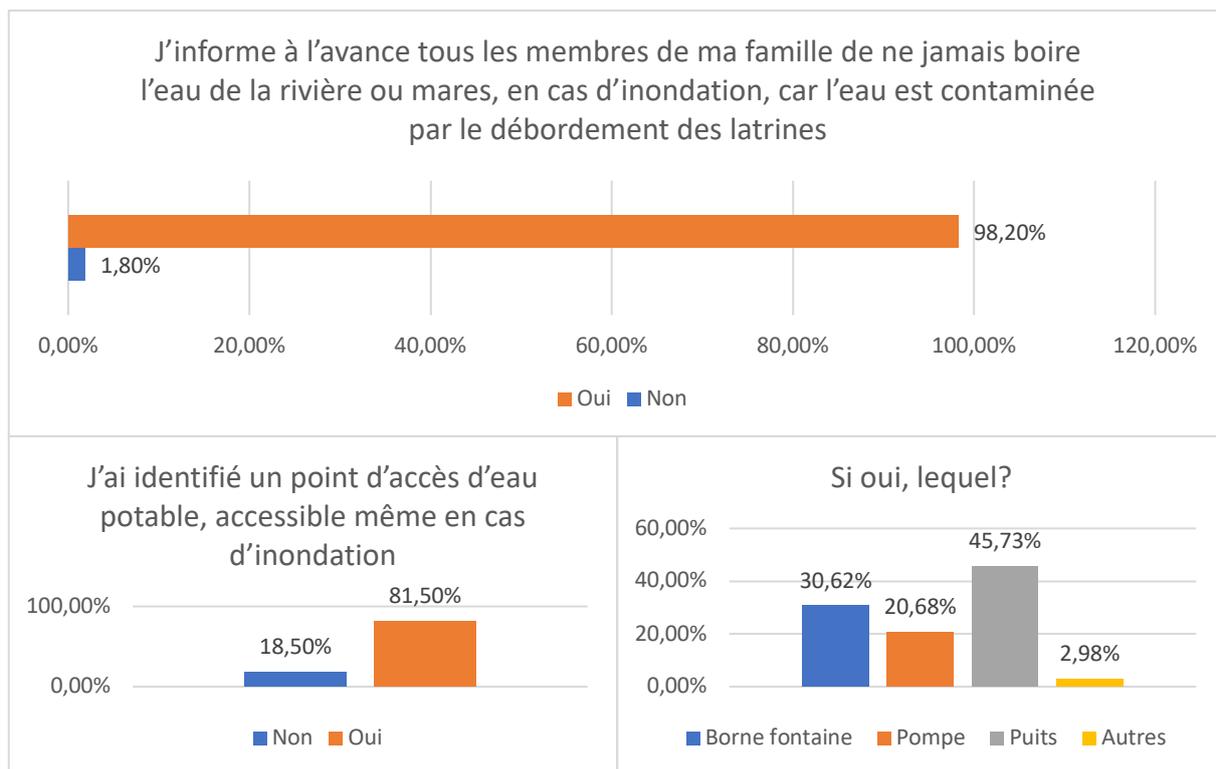
Ces chiffres témoignent encore une fois de l'efficacité du projet dans le sens où les actions ont porté leur fruit. Les grosses évolutions sont certainement le résultat d'une action de sensibilisation par les ELS et les équipes du projet. Cela constitue une grande force pour les communautés car elles peuvent désormais mieux s'entraider afin de mieux se préparer face aux divers aléas et également mieux y faire face.



Toujours concernant l'entraide dans la préparation aux aléas, presque la totalité (97,6%) de la population enquêtée affirme respecter les instructions données par les membres des ELS. Cela contribue en partie à expliquer le score élevé (90,76% bien préparés) révélé par les résultats du test de préparation des ménages précédemment cité. En plus, 98,2% des personnes enquêtées disent informer leurs voisins sur la situation et les aider à se préparer si besoin. Cet esprit d'entraide est très important en cas de danger imminent, il permet de faciliter et d'accélérer toutes actions d'évacuation par exemple et peut aider à sauver des vies.

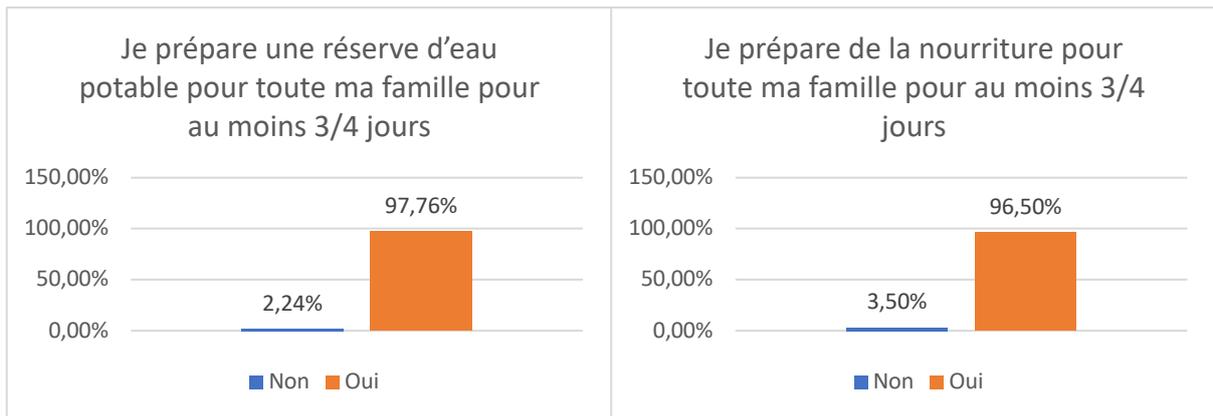


Cette image illustre le fait que les ELS ont une place de meneur au niveau de leurs fokontany respectifs. Les gens répondent présents quand les équipes les informe d'une réunion ou d'une séance d'information. Dans ce cas précis, il s'agit d'une séance de focus groupe organisé lors du passage de l'équipe d'évaluation au niveau du fokontany Andimaka (CR Ambohimena, Région DIANA). Les gens sont venus nombreux et étaient tous coopératifs par rapport aux échanges qui ont été faits.

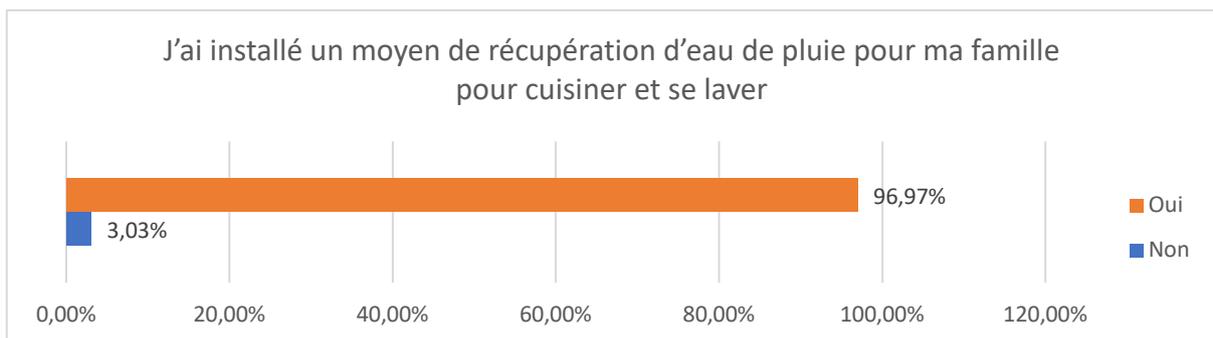


L'eau potable est un élément très difficile à trouver après le passage d'un cyclone et/ou inondation. Il est très courant que les latrines débordent et contaminent les sources locales au niveau des fokontany. Les données récoltées dans le cadre des enquêtes révèlent qu'un grand nombre de personnes (98,2%) informent à l'avance tous les membres de leurs familles de ne jamais boire l'eau de la rivière ou des mares en cas d'inondation.

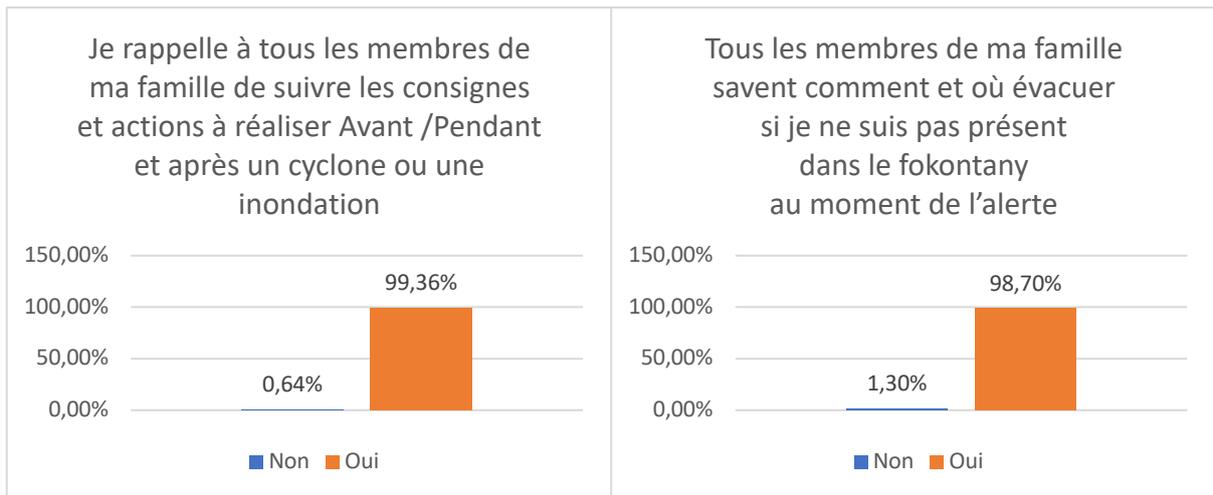
Pour pallier à ce problème, 81,5% des enquêtés ont déclaré avoir identifié un point d'accès à l'eau potable qui soit accessible même en cas d'inondation. Il s'agit de puits spécialement pensés (45,73% des cas), de bornes fontaines (30,62% des cas) et de pompes publiques (20,68% des cas). Pour rappel, pendant l'étude « baseline », le taux d'identification d'accès à l'eau potable n'était que de 45,68%. Il est possible que des efforts aient été entrepris au niveau des fokontany afin que les ménages puissent avoir accès à de l'eau pendant les périodes d'inondation.



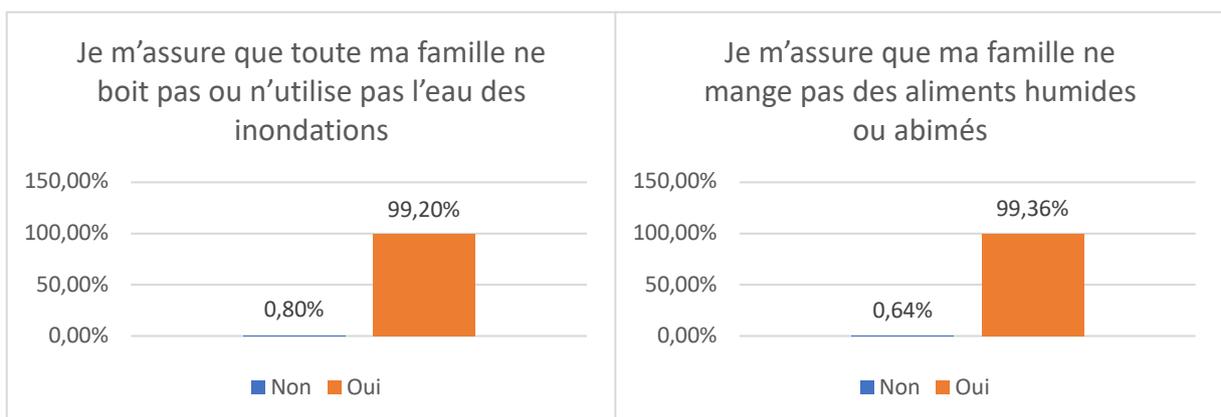
Toujours dans le but de faire face aux aléas, la nutrition est un point clé à ne pas mettre en second plan. Dans cette optique, 97,76% des personnes enquêtées ont confié qu'elles préparent une réserve d'eau pour leurs familles, pouvant leur suffire pour 3/4 jours. De même, 96,5% des enquêtés affirment faire la même chose avec la nourriture. Ces chiffres sont enthousiasmants car en plus d'avoir couvert la quasi-totalité de la population enquêtée, ils ont connu une évolution considérable par rapport à ceux énoncés dans l'étude « baseline » : 51,83% pour l'eau potable, et 50,05% pour la nourriture.



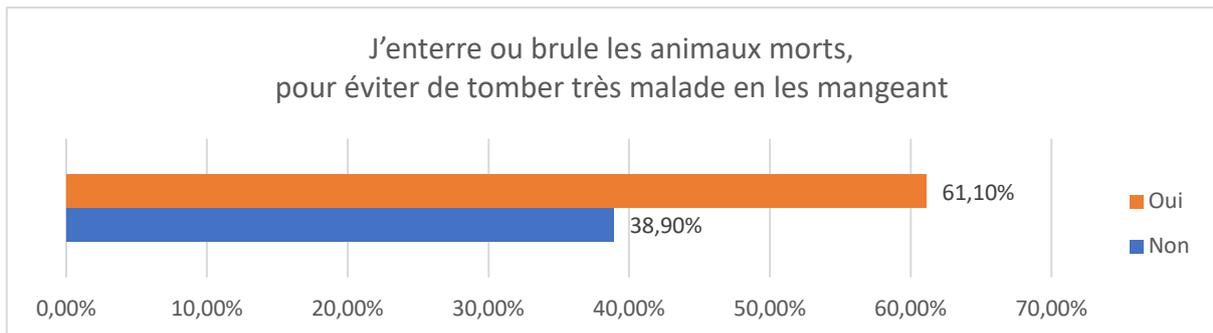
Étant une ressource rare, bien qu'abondante pendant les périodes de pluies, l'eau potable est l'une des principales préoccupations des communautés. Tous les moyens sont alors bons pour emmagasiner le maximum d'eau pour subvenir aux besoins des familles. Ainsi, 96,97% des répondants déclarent qu'ils ont mis en place un système leur permettant de récupérer l'eau de pluie pour que leurs familles puissent cuisiner et se laver.



Selon les données recueillies, presque toutes les personnes enquêtées (99,36%) ont déclaré faire un rappel aux membres de leurs familles de suivre les consignes et actions à réaliser avant, pendant et après un cyclone ou une inondation. Dans ce cadre, 98,70% des enquêtés ont confié que tous les membres de leurs familles savent comment et où évacuer au moment de l'alerte, même si ces personnes enquêtées ne sont pas présentes dans le fokontany.



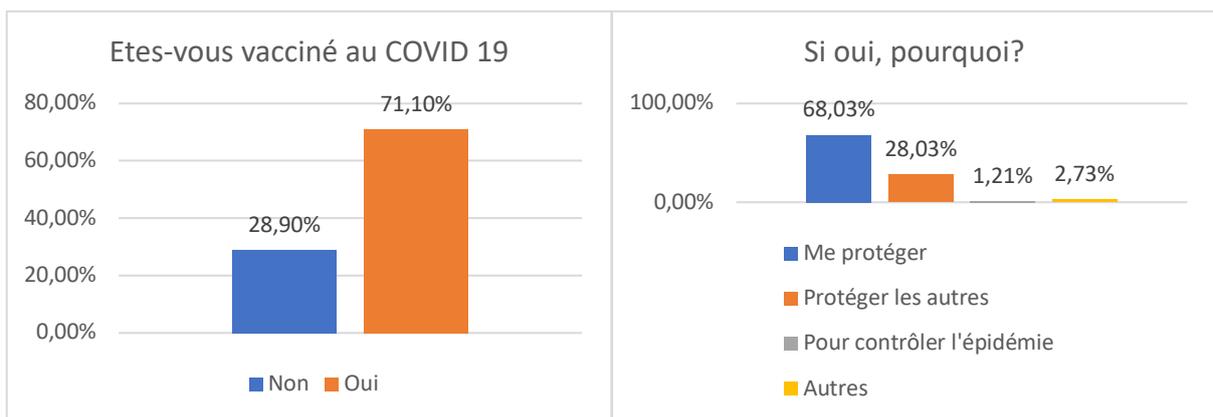
Après le passage du cyclone, 99,2% des répondants déclarent s'assurer que leurs familles ne boivent pas ou n'utilisent pas l'eau des inondations, qui est dans la plupart des cas contaminée par les latrines, les animaux morts, etc. et consomment de l'eau potable. Par extension, 99,36% s'assurent que leurs familles ne mangent pas des aliments humides ou abimés, ceci dans le but principal de ne pas tomber malade.



Selon les statistiques obtenues après l'enquête, 61,1% des répondants seulement ont communiqué qu'ils enterraient ou brûlaient les animaux morts pour éviter de tomber très malades. Ce chiffre représente tout de même plus de la moitié de la population enquêtée, ce qui n'est pas négligeable.

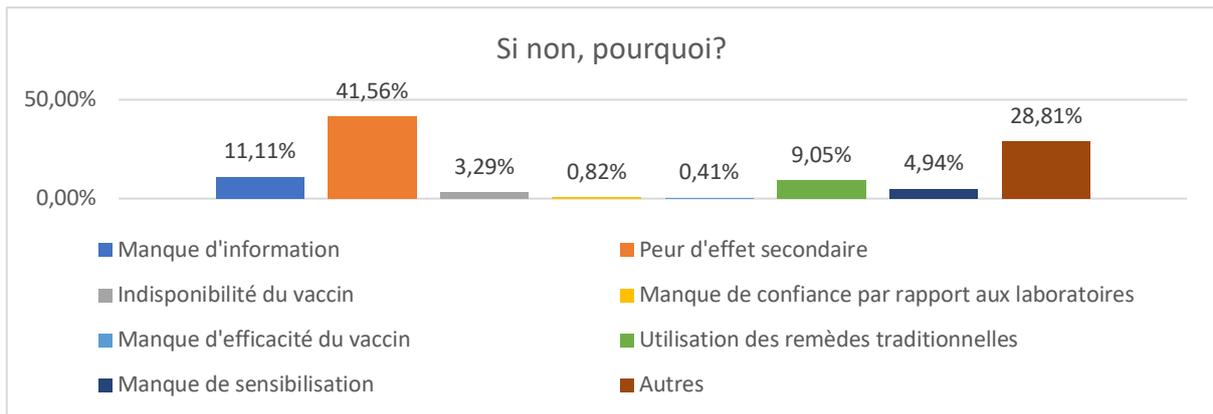
3. Résultat des enquêtes sur le COVID 19

a. Présentation des résultats d'enquête

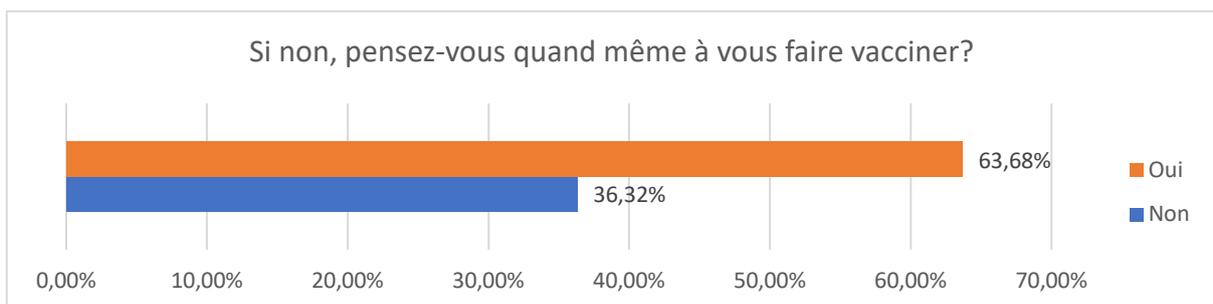


Le graphique ci-dessus illustre le nombre de personnes vaccinées au niveau des communautés. Par rapport aux chiffres énoncés lors de l'évaluation intermédiaire, le taux de personnes vaccinées à la fin du projet VONONA est de 71,1% contre 47,32% seulement à l'époque de celle-ci. Parmi les 657 personnes enquêtées, 467 personnes ont répondu avoir été vaccinée.

La majeure partie des personnes vaccinées l'ont fait pour leur propre protection (68,03% des cas) mais aussi pour la protection de leur entourage (28,03% des cas). D'autres raisons plus spécifiques comme suivre la tendance ou des raisons professionnelles sont aussi évoquées durant l'enquête effectuée, ou encore pour des raisons administratives comme la présentation de la carte de vaccination pour pouvoir bénéficier des dons, ou pour le besoin d'un déplacement.

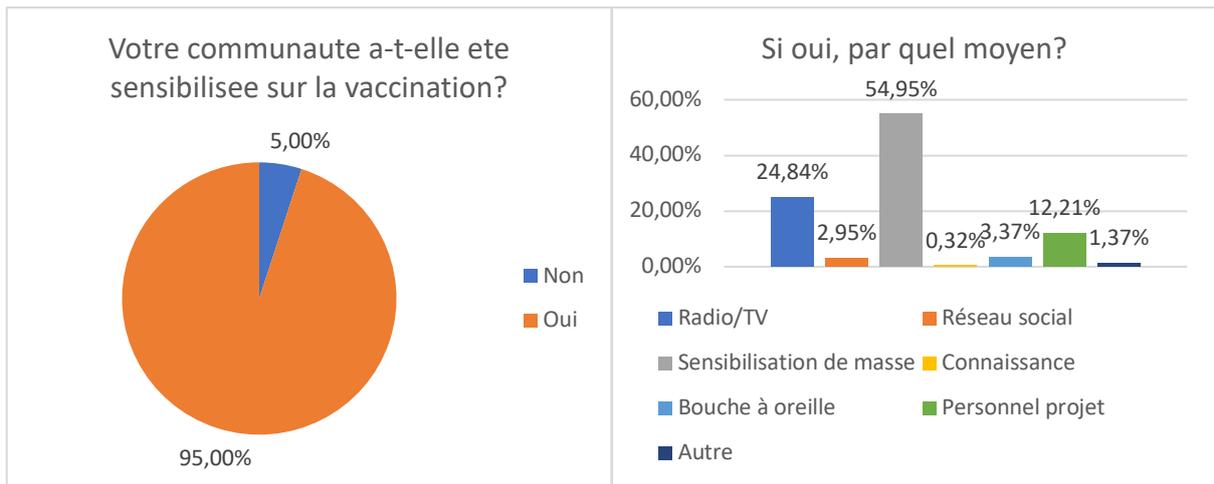


La peur des effets secondaires est la toute première raison que les personnes évoquent pour ne pas se faire vacciner (41,56% des cas). Le fait d'utiliser les remèdes traditionnels reste aussi une des raisons qui font que les personnes ne se sont pas fait vacciner. Le manque d'information et le manque de sensibilisation figurent aussi parmi les réponses des personnes enquêtés. En outre, les personnes enquêtées ont confié que leurs zones n'ont connues aucun cas de COVID, d'où la grande réticence vis-à-vis d'un quelconque vaccin.

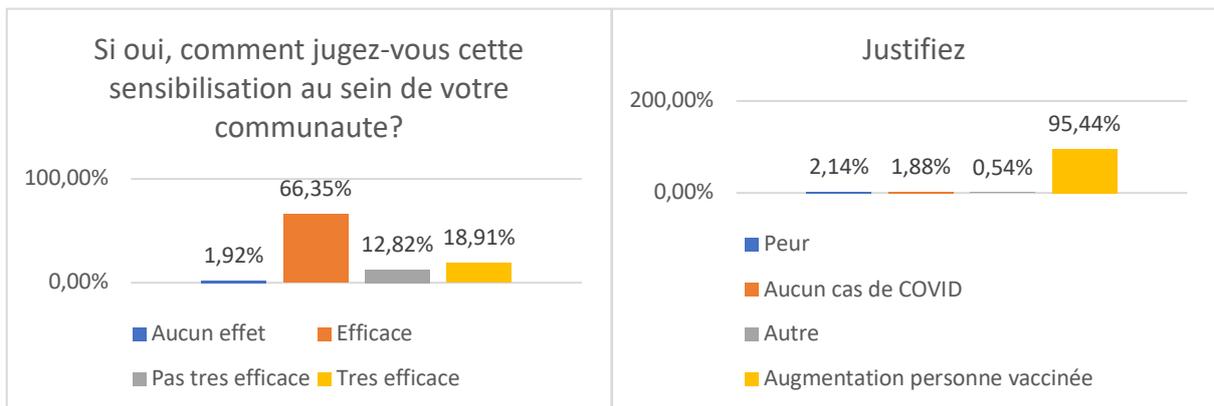


L'enquête a révélé que 63,68% des personnes non vaccinées pensent quand même à le faire ultérieurement. La peur, le besoin d'avoir plus d'assurance sur l'efficacité du vaccin figurent parmi les premières raisons de ne pas avoir effectué le vaccin plus tôt. Mais aussi, le fait de vivre avec une maladie chronique ou encore leur absence durant le passage de la campagne de vaccination dans le fokontany.

Par contre, 36,32% d'entre eux refusent catégoriquement de le faire parce qu'ils ont peur des effets secondaires du vaccin, et qu'ils font confiance aux remèdes traditionnelles. D'autres affirment qu'ils n'ont aucun intérêt pour le vaccin.

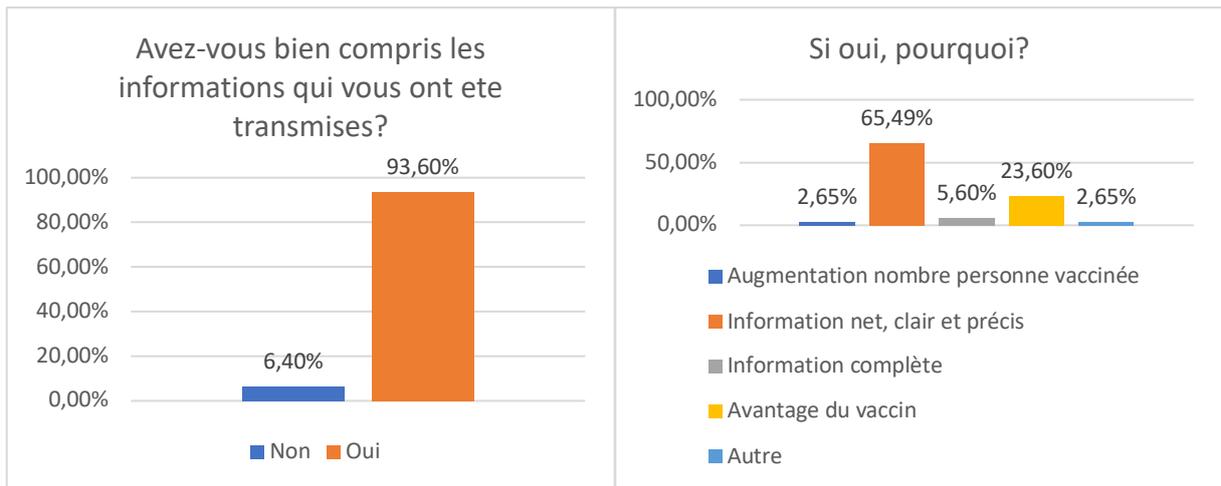


L'enquête a révélé que 95% de la communauté ont été sensibilisés sur le vaccin COVID 19. La sensibilisation de masse (54,95% des cas), et les Radio/Tv (24,84% des cas) figurent parmi les deux premiers moyens par lesquels les personnes ont été sensibilisées. Le personnel de projets et de santé participe aussi à la campagne de sensibilisation pour convaincre la communauté. D'autres moyens sont aussi utilisés dans la campagne de sensibilisation au vaccin comme les animations, ou encore les porte à porte pour être à proximité des ménages.



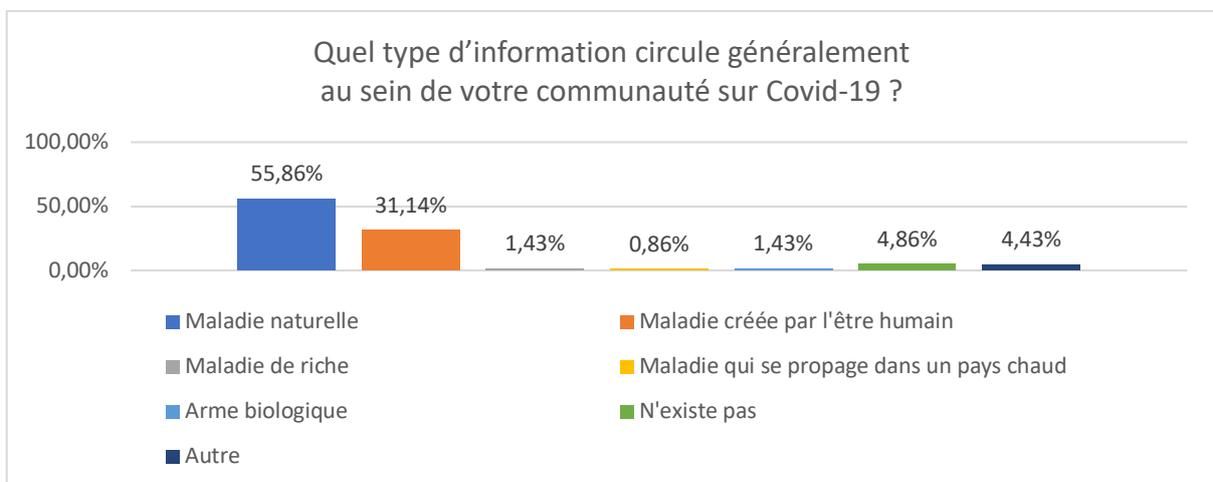
D'après les données recueillies, 66,35% des personnes enquêtées ont répondu que les campagnes de sensibilisation à la vaccination ont été efficaces. En effet, la quasi-totalité de ces personnes (95,44%) ont remarqué une augmentation du nombre de personnes vaccinées.

Pour les personnes qui ont trouvé que la sensibilisation a été peu efficace, la raison est qu'une partie de la communauté a encore peur du vaccin.



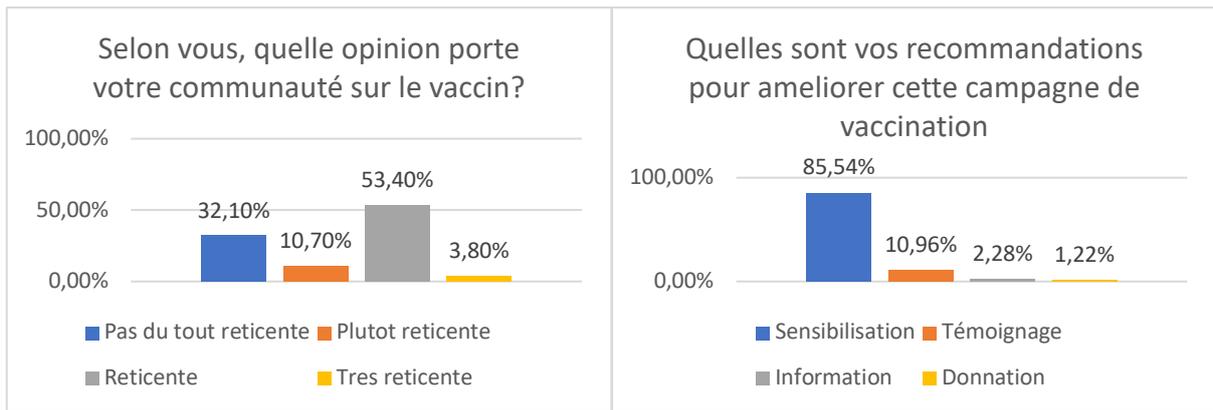
Les deux graphes ci-dessus montrent l'efficacité des messages transmis durant les campagnes de sensibilisation au vaccin COVID. En effet, 93,6% des enquêtés ont affirmé avoir compris les messages transmis. Cela est dû aux informations qu'ils ont jugées nettes, claires et précises (65,49% des répondants). Les avantages du vaccin ont été bien mis en avant pour une meilleure compréhension du message par les cibles (23,6% des répondants).

En résumé, les informations transmises lors des campagnes de sensibilisation sont complètes et ont aidé la communauté à prendre une décision pour se faire vacciner.



Malgré les messages officiels véhiculés lors des campagnes de sensibilisation, qui informent la communauté sur le COVID et le vaccin, d'autres informations circulent encore et les induisent en erreur.

Au sein de la communauté, des informations circulent sur le COVID. Selon l'enquête réalisée, 55,86% des personnes pensent que le COVID est une maladie naturelle comme la grippe ou autres. 31,14% ont répondu que c'est une maladie créée par l'être humain. D'autres réponses sont aussi évoquées, disant que c'est une maladie qui a été inventée et créée par l'État ou encore maladie des étrangers. Mais une partie des personnes enquêtées ignorent la maladie et pensent aussi qu'elle n'existe pas.



L'enquête révèle que malgré le pourcentage élevé de personnes vaccinés, la communauté reste encore réticente face au vaccin et cela pour diverses raisons qui ont été vue dans les résultats précédents.

Afin d'améliorer cette situation et de convaincre plus de personnes, plus de sensibilisation (85,54% des répondants) reste leur principale recommandation. Des témoignages de personnes vaccinées peuvent aussi inciter les personnes non convaincues.

b. Conclusion sur le COVID 19 et le vaccin

Il a été constaté un taux élevé des personnes vaccinées parce que selon les résultats de l'enquête, près 467 personnes sur les 657 enquêtées ont répondu avoir été vacciné contre le COVID 19. Par rapport à l'évaluation intermédiaire, il a été constaté une hausse de ce taux de personnes vaccinées. Il est à conclure que l'objectif a été atteint concernant l'augmentation du nombre de personne ayant reçu le vaccin.

Cette augmentation est dû au résultat d'une campagne de sensibilisation efficace et qui répond aux besoins de la communauté. Cette sensibilisation a été effectuée de diverses manières telles que la sensibilisation de masse, la diffusion à la radio/TV et les actions de personnels de divers projets. Les informations transmises lors de ces campagnes sont aussi faciles à appréhender et à assimilé par la population cible. Effectivement, le résultat a montré que les messages sont accessibles et faciles à comprendre.

Néanmoins, malgré ces actions visant à changer le comportement de la communauté face au vaccin du COVID 19, certaines personnes ont encore des réticences à cause de la peur des effets secondaires, l'utilisation des remèdes traditionnelles. D'autre pensent que le COVID n'existe pas et que ce n'est qu'une invention de l'État.

Par conséquent, il est donc recommandé de pérenniser les actions même si le projet est fini en continuant à faire plus de sensibilisation avec des messages fiables et complètes, et cela afin de dissiper les rumeurs et de convaincre les personnes réticentes.

III. EFFICIENCE DU PROJET

Les ressources ont été en général utilisées conformément aux activités prévues par le projet, malgré un léger dépassement dans certains cas (exemple : GRC au niveau école).

1. Mobilisation des ressources financières

Le tableau suivant récapitule l'affectation budgétaire du projet :

RECAPITULATIF BUDGETAIRE	Pourcentage
Cout activités	60%
Cout RH support/coordination	9%
Cout logistique et frais de véhicule	14%
Autres frais opérationnels	16%
Visibilité	1%
TOTAL	100%

Source : SIF PMP HIP 21

On remarque une assez bonne répartition des ressources financières sur les divers postes budgétaires pour atteindre les objectifs du projet.

En matière de GRC, un certain équilibre est remarquable : 14% du budget est affecté au GRC en milieu communautaire, 8% au GRC école, 3% en cartographie numérique et 6% à la sensibilisation des communautés sur la réduction des risques et catastrophes. (Source : SIF PMP HIP 21 – feuille budget)

2. Utilisation des ressources financières

Le rapport cout/résultat n'a pu être analysé de façon précise et les rapports financiers auprès de chaque ONG membre du consortium sont en cours de finalisation lors de la période de l'évaluation finale menée, certaines données chiffrées ont permis quand même de dégager quelques analyses.

On remarque que seulement 17% du budget pour le renforcement de capacité de la communauté éducative sur les normes minimales INEE est utilisé. Par contre, le renforcement ou la mise en place de nouveaux comités RRC dans les écoles (148%) et la fourniture d'équipement pour la mise en œuvre des plans de préparation (183%) ont largement dépensé le budget prévu, les résultats des enquêtes auprès des bénéficiaires justifient ces dépenses.

De même, avec un taux d'utilisation de 329%, le budget pour disposer d'infrastructures permettant un accès continu de l'éducation des enfants, avec des kits enseignants et enfants, est très largement dépassé du budget initial prévu. En ce qui concerne.

A cela s'ajoute un grand dépassement budgétaire sur la sensibilisation et la formation des élèves et enseignants sur leur sécurité (590%).

Tout ceci a permis d'atteindre les résultats attendus, et ainsi d'assurer un accès continu de l'éducation des enfants, de manière inclusive, sécurisée et sensible au genre (R2). En effet, 100% des bénéficiaires, élèves, enseignants et autres, connaissent les consignes en fonction du niveau d'alerte et que 95% sont conscients de la sécurisation des équipements et matériels scolaires. (Source : *Rapport financier Projet VONONA, et Résultats d'enquêtes Ecoles*).

Avec un taux de réalisation de 50%, le renforcement de capacité des communautés et la mobilisation sociale sur le Covid 19 dans les écoles s'oppose à l'accompagnement de la campagne de vaccination dans les zones cibles avec un taux de réalisation budgétaire de 168%. (Source : *Rapport financier Projet VONONA*).

3. Utilisation des ressources humaines

Avec 9% du budget prévu du projet, le cout RH et la coordination est raisonnable. Toutefois, la coordination des sept partenaires du projet n'a pas vraiment permis de bien valoriser leur complémentarité. (Source : *SIF PMP HIP 21 – feuille budget*)

La mobilisation des moyens humains a permis d'atteindre les objectifs grâce aux partenariats développés des sept membres du consortium, en particulier la mise à contribution de leur équipe de terrain pour la réalisation des activités du projet. Cette implication des moyens humains est ressentie par les bénéficiaires, tant dans les situations de crise, que pendant les périodes d'urgence, Les communautés bénéficiaires approuvent la réactivité et la mobilisation de ces partenaires avec les moyens à leur disposition.

Le renforcement de capacité ou formation assuré par les partenaires du projet, qui maitrisent leurs zones d'intervention, a réduit les dépenses y afférentes.

4. Efficiences par rapport au PNGRC

Le projet VONONA a apporté une grande contribution à la mise en œuvre du PNGRC qui stipule que le cadre global de la Gestion des Risques et des Catastrophes (GRC) concerne toutes les activités qui concourent à la protection et à la défense civiles et au renforcement de la résilience communautaire, dans une perspective de développement et de réduction de la pauvreté. Au vu des impacts ressentis par les bénéficiaires et les autorités, le projet est mis en œuvre avec un niveau de résultats assez élevé. Avec un taux de décaissement nettement supérieur au budget prévu, le projet a permis :

- De renforcer le mécanisme institutionnel de la Gestion des Risques et des Catastrophes (GRC) au niveau de ses régions d'intervention par le biais des ELS et des comités GRC ;
- De promouvoir les investissements dans la Réduction des Risques de Catastrophe (RRC) par la réhabilitation des écoles et la dotation des kits aux enseignants et élèves ;
- De développer les comportements et aptitudes à réduire les vulnérabilités de la population et les risques de catastrophe sur la vie économique des communautés ; et de protéger les installations nécessaires à la défense et à la sauvegarde de la vie des

populations, de leurs biens et de l'environnement par leurs choix de mise en place des champs et la sécurisation de leurs bétails.

En conclusion, l'efficacité du projet est globalement satisfaisante si l'on se réfère aux résultats des observations et enquêtes sur terrain ; ainsi que les vécus des principaux acteurs et bénéficiaires.

Par rapport aux ressources financières et humaines déployées, l'essentiel des objectifs a été atteint, d'autres ont même été dépassés :

- Avec plus de 85% de réponses affirmatives sur les acquis et capacité de résilience des enquêtés, les différents renforcements de capacité, sensibilisations ont permis d'enrichir les connaissances sur les aléas naturels et comme mieux y faire face pour minimiser les dégâts comme en cas de cyclone ou d'inondation, non seulement des membres des communautés (ELS, GRC Ecole), mais aussi des communautés. Les mobilisations faites auprès de la population locale a permis d'améliorer la prise de responsabilité individuelle dans la situation afin de mieux gérer les catastrophes Les bénéficiaires sont capables de sécuriser leurs avoirs, de mieux préparer et de protéger leurs familles. La population est capable d'assurer la sécurisation des zones d'activités économiques, comme les champs agricoles et l'élevage en suivant les consignes dans la réalisation de leurs activités économiques ; choix des zones non inondables, sécurisation des bétails lors d'un passage de cyclone.
- Avec plus de 100% de réalisation budgétaire, le projet a permis de renforcer les structures locales en charge de la réduction des risques et catastrophes, respectivement au niveau des fokontany et au niveau des écoles cibles. Chaque fokontany bénéficiaire a pu, mettre en place leur système d'alerte précoce fonctionnel et adapté pour faire face aux cyclones et aux inondations.

IV. IMPACTS DU PROJET

1. Impacts pour les membres des commissions GRC (ELS/Comité GRC Ecole)

a. Renforcement de capacité en matière de GRC et de secourisme

Le premier apport tangible apporté par le Projet VONONA pour les ELS au niveau des fokontany ainsi que pour les membres du Comité GRC au niveau des écoles cibles a été le renforcement de capacité des personnes adhérentes en matière de prévention des catastrophes liés aux aléas naturels et à la gestion de l'urgence en conséquence. Les initiés au projet ont pu tirer bénéfice des acquis obtenus de ce projet, notamment des connaissances tirées des formations techniques. D'une part, les acquis et les expériences tirés par les membres des ELS en matière de prévention des risques liés aux aléas naturels, principalement des cyclones et des inondations, ont permis aux concernés de renforcer leur savoir et savoir-faire en la matière tant dans le cadre de leur intervention que dans leur vie quotidienne.

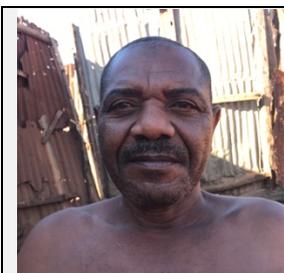


Gustave, Membre ELS

Fkt Sakabera, District Tuléar II

« J'ai eu beaucoup d'avantages d'avoir intégré les ELS dans le cadre du Projet VONONA. Cela m'a permis d'enrichir mes connaissances sur les aléas naturels et comme mieux y faire face pour minimiser les dégâts comme en cas de cyclone ou d'inondation. A côté de mes responsabilités en tant que membres ELS, moi et ma famille en a également profité puisque depuis nous sommes toujours bien préparé avant chaque saison cyclonique et cela a eu un impact important dans la résilience de notre ménage. Cela nous a permis, par exemple, de sécuriser nos avoir, de mieux préparer et de protéger la famille (stocker de la nourriture, des médicaments, mettre en garde contre les risques sanitaires, etc.) pour limiter les risques et dégâts. »

Sur le plan spécifique, une grande majorité des membres des ELS apprécient particulièrement la formation en premiers secours qui a été dispensée par CRM. Leurs témoignages lors des focus group affirment que leurs connaissances acquies en matière de secourisme leur ont été indispensable en cas d'accident en situation d'urgence lors des aléas, dans le cadre social et personnel. Certains ont ajouté que ce volet a été le plus intéressant et mérite d'être approfondie.



Said Abdou, Chef Fokontany Adjoint - Membre ELS

Fkt Antanimieva Centre, District Morombe

« La formation sur les premiers secours nous paraissait très intéressante. Nous recommandons de la vulgariser si possible, c'est-à-dire de la dispenser également pour la population. Nous, les membres formés issus de l'ELS, peuvent servir de formateur si vous nous donnez l'accord car nous jugeons que ce savoir est nécessaire pour tout le monde puisque les accidents sont partout et peuvent arriver à n'importe qui ! »

Outre l'amélioration des connaissances en matière de prévention et de gestion des catastrophes liés aux aléas naturels, les comités cibles du projet ont également bénéficié de matériels pour opérer. Ces derniers ont, à cet effet, eu un impact positif sur deux plans : (i) dans l'exercice de leurs responsabilités où ces matériels les ont permis de mener à bien les activités de GRC prévus et d'exécuter avec aisance les connaissances qui leur ont été transmises via les formations ; (ii) dans la préparation de leur ménage pour mieux faire face aux aléas. En effet dans ce dernier cas, des témoignages d'ELS ont affirmé qu'ils utilisent occasionnellement les matériels issus du projet à des fins personnelles sous condition de ne pas abîmer les outils et de les restituer à temps. Dans ce sens, les matériels ont un impact sur la capacité des concernés à mieux se préparer aux risques et catastrophes sur plusieurs plans. La disponibilité de ces matériels constitue également une source de motivation pour certains membres d'ELS dans un sens où ces derniers peuvent bénéficier des avantages.

b. Épanouissement personnel

Participer au projet et intégrer les comités chargés de la RRC ont permis aux personnes concernées d'explorer de nouveaux horizons, spécifiquement de découvrir et d'expérimenter la gestion des risques et catastrophes. Ceci leur permet de s'épanouir sur le plan personnel à travers les différents nouveaux acquis tirés du projet. Plus précisément, la participation au projet a permis aux personnes concernées de prendre des responsabilités pour le développement de leur communauté ou de leur école selon le cas.



Julienne, Enseignante – Membre Comité GRC Ecole

Fkt Andreketa, District Miandrivazo

« Intégrer le comité GRC dans mon école dans le cadre du Projet VONONA m'a permis d'apprendre beaucoup de choses en tant qu'individu, ne serait-ce que la découverte approfondie de ce qu'on appelle la RRC en milieu scolaire. Avant, j'en ai déjà entendu parler mais seulement en théorie et de manière basique. Ces expériences m'ont ainsi beaucoup enrichi sur le plan personnel et professionnel. Cela m'aide en tant qu'enseignante puisque l'animation avec mes élèves sur le sujet m'a permis d'améliorer ma pédagogie en général. Sur le plan personnel, cela m'a aidé à mieux se préparer aux aléas avec ma famille. J'ai même adopté la même méthodologie qu'à l'école pour éduquer mes enfants, un avantage pour eux ! »

c. Responsabilisation et développement communautaire

Comme sous-entendu ci-dessus, le projet a permis d'animer et de renforcer les structures locales en charge de la réduction des risques et catastrophes, respectivement au niveau des fokontany et au niveau des écoles cibles. A cet effet, ceci indique que ledit projet a permis de renforcer la prise de responsabilité de la population locale sur le sujet de la GRC. Au niveau communautaire, la dynamisation des ELS a permis d'impliquer la participation de la population dans la gestion des risques et catastrophes afin de minimaliser les dégâts suite au passage des aléas. En d'autres termes, les mobilisations faites auprès de la population locale à chaque phase de l'alerte a permis d'améliorer la prise de responsabilité de chacun dans la situation afin de mieux gérer les catastrophes. A titre d'illustration, la mobilisation de l'ensemble de la population a permis : de renforcer les infrastructures locales et de réduire tout risque éventuel pouvant créer des accidents avant le passage d'un cyclone grâce aux actions communautaires se référant aux consignes des ELS (renforcement des toits, sécurisation des biens, curage des canaux, coupage de bois menaçant, etc.) ; d'améliorer le suivi des informations en situation d'urgence ; de mener des actions de redressement efficace et rapide après la catastrophe. Au niveau des écoles, la présence des comités GRC et du club RRC a amené les avantages suivants : une meilleure sensibilisation du personnel éducatif sur place (directeur, enseignant) ainsi que des parents des élèves sur la RRC en milieu scolaire et les consignes de sécurité pour chaque individu impliqué ; une meilleure éducation et sensibilisation des élèves sur la GRC ainsi que la conservation de l'environnement naturel grâce au club RRC. Sur le plan global, le premier impact du Projet VONONA au niveau des établissements scolaires cibles seraient l'amélioration de la qualité et de la continuité de

l'enseignement face aux aléas naturels qui frappent de manière cyclique. En effet, l'intervention du projet a permis d'améliorer la stratégie ainsi que les dispositifs à prendre pour atténuer les effets des cyclones et des inondations sur l'enseignement au niveau de l'établissement en question, y compris la sécurité des personnes dans celui-ci dans les situations d'urgence. Compte tenu de toutes ces interventions, il est possible de déduire que l'impact global du projet a été l'amélioration de la capacité des communautés bénéficiaires à faire face aux aléas naturels.

2. Impacts sur la population locale

Les impacts du projet sur la population sont principalement les effets des actions menées par les ELS et des comités GRC des écoles au niveau de la population locale.

a. Meilleure connaissance du système d'alerte

Le premier impact des actions du Projet VONONA sur les populations issues des fokontany cibles a été l'amélioration significative de leurs connaissances sur le système d'alerte en général. En effet, le projet s'est en grande partie focalisée sur la mise en place d'un système d'alerte précoce où les actions menées ont été axées sur la sensibilisation, la mobilisation et l'expérimentation dudit système. Chaque fokontany bénéficiaire ont pu, à l'occasion, mettre en place leur système d'alerte précoce fonctionnel et adapté pour faire face aux cyclones et aux inondations. Par conséquent, l'expérience tirée du projet ont permis à la population concernée d'améliorer de manière conséquente leur connaissance en matière de système d'alerte précoce et sur la gestion des risques et catastrophes dans un sens large. Ceci leur a facilité la connaissance et la compréhension des informations officielles transmises par le Gouvernement en temps de crise. Ce système leur a également permis d'augmenter leur exposition à ses informations à travers le mécanisme de communication mise en place au niveau des ELS respectifs.



Marisily Noeline, Directrice – Membre Comité GRC Ecole
Fkt Mahamanina, District Ambanja

« Grâce à l'éducation et aux sensibilisations que nous faisons avec nos élèves et leurs parents, je trouve que le projet a nettement aidé ces derniers à mieux maîtriser le sujet de la GRC et son importance en milieu scolaire mais surtout dans la vie quotidienne. Notre travail en ce sens va de pair avec celui des ELS... Depuis que le Projet VONONA a été mis en œuvre dans notre fokontany, j'ai remarqué que les habitants ont commencé petit à petit de se soucier des gestes à adopter pendant la saison cyclonique. Ils se transmettent également des informations sur le système d'alerte précoce de bouche à oreille. »

b. Meilleure préparation face aux aléas naturels pour limiter les dégâts

Il a été constaté que l'amélioration de la connaissance des informations liées au système d'alerte précoce de la population a contribué à l'amélioration de la capacité de la population locale à la prévention des risques liés aux aléas naturels. Sur le plan pratique, les actions menées dans le cadre du projet ont stimulé l'intérêt des habitants à mieux considérer les gestes de prévention contre les différents risques avant chaque événement. Les habitants agissent et se protègent de leur propre initiative sous l'influence des sensibilisations faites par les ELS. Dans ce sens, des témoignages affirment qu'ils ont constaté que les dégâts ont été réduits depuis la mise en œuvre du projet après chaque événement cyclonique par exemple. Il en est de même pour les autres types d'aléas comme l'inondation ou les incendies.



Cette image illustre les gestes préventifs adoptés par la population face aux dangers potentiels en cas d'aléas naturels comme le cyclone. Conformément aux consignes des ELS sur place, les branches qui menacent la maison à proximité ont été toutes coupées pour prévenir tout accident pouvant être fait par lesdites branches en cas de vents violents ou de fortes pluies, d'autant plus que l'arbre en question a bien vieilli et il est devenu fragile avec ses années d'existence. Ce travail a ainsi été réalisé suite à une mobilisation volontaire des hommes sis dans ce fokontany Ankify (CR Ambohimena, Région DIANA). Selon les informations sur place, la maison sur l'image a été ravagée par un cyclone de passage l'an dernier, justifiant ainsi sa reconstruction.

c. Meilleure résilience grâce à un meilleur redressement

L'amélioration de la capacité de la population pour faire face aux aléas naturels et aux situations d'urgence se reflète également après les catastrophes. En effet, le projet a également apporté du savoir-faire pendant la phase de redressement des dégâts après le passage d'un aléa. Ceci se manifeste principalement par deux faits : (i) une évaluation rapide de la situation et des actions de redressement rapide via la mobilisation des habitants ; (ii) une remontée des informations post-catastrophes vers les autorités compétentes. Dans le premier cas, l'impact du Projet VONONA se manifeste par une mobilisation plus rapide de la population locale après chaque catastrophe afin d'évaluer les dégâts et de planifier les activités de redressement en conséquence, sous la coordination des membres de l'ELS sur place. Il en est de même pour les établissements scolaires cibles du projet, où les travaux sont dirigés par le directeur d'école avec le Comité GRC. Dans cette approche, l'évaluation devient ainsi plus efficace et mieux encadrée permettant de recenser de manière efficace les grands travaux à transmettre vers les autorités pour bénéficier de leurs aides matériels ou financiers. Dans le deuxième cas, la formation des ELS et du comité GRC sur l'élaboration de la fiche de remontée de données respectives a améliorée leur capacité à transmettre efficacement et rapidement ces informations post-catastrophes afin d'obtenir des actions de réponses rapides en retour. En revanche, plusieurs confessions ont rapporté que le silence s'installe au niveau du retour des autorités suite à la transmission de ces données : en général, les

requêtes envoyées sont rarement répondues par ces dernières où les derniers travaux restent au stade d'inventaire des dégâts. Ceci court-circuite ainsi l'efficacité des actions entreprises.

d. Sécurisation et protection des activités économiques

Les formations dispensées par le Projet VONONA au niveau des ELS sur la sécurisation des zones d'activités économiques, comme les champs agricoles, ont permis à la population de suivre les consignes prises en conséquence suite aux sensibilisations effectuées. A cet effet, l'enquête effectuée a permis de conclure que la majorité des habitants ont installé leurs champs hors zone inondable et prennent des dispositifs pour sécuriser leurs bétails lors d'un passage de cyclone par exemple. Ces actions ont eu un impact important sur l'économie de cette population concernée où la réduction des dégâts ont permis d'aérer leurs activités en situation de crise.



Sylvestre, Membre ELS

Fkt Ambondromamy Centre, District Ambondromamy

« Bien que certaines situations sont inévitables, nous tentons d'altérer la situation grâce aux actions de précaution pour réduire les risques et minimiser les dégâts. Par exemple, j'ai remarqué qu'une grande partie de la population suit nos consignes pour protéger leurs champs ou leur bétail. Ils prennent des dispositifs avant même de développer leurs activités comme choisir des champs hors de zones inondables ou encore travailler la canalisation des champs déjà à leur disposition pour mieux évacuer l'eau en cas d'inondation. Il en est de même pour le bétail où ils repèrent à l'avance le lieu pour les mettre en sécurité pendant les cyclones »

3. Impacts sur l'écologie

D'une manière globale, la mise en œuvre des actions de GRC dans le cadre du Projet VONONA a eu un impact sur l'atténuation des effets du changement climatique à travers des actions parallèles de protection de l'environnement naturel. Particulièrement, les impacts recensés sont au nombre de deux.

a. Prise de conscience sur les causes du changement climatique et ses effets

Le premier impact direct a été la prise de conscience de la population sur les causes du changement climatique et ses effets. Ceci est le fruit direct des actions de sensibilisation menées par les ELS sur les origines des aléas naturels et sur l'importance de la préservation de l'environnement naturel et ses ressources. En effet, un nombre conséquent de témoignages de membres d'ELS participant aux focus group ont affirmé observer un changement de comportement venant de la majorité habitants sur leur vision de la conservation de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique. Particulièrement, les concernées prennent conscience que cette cause les concerne et les

affectent dans leur vie. Des gestes positifs et des bonnes pratiques fleurissent ainsi, conséquence, pour participer aux initiatives visant à lutter contre ce fléau.



Julienne, Agent Communautaire – Membre ELS

Fkt Antanamanakana, District Ambanja

« Nous organisons souvent des sensibilisations à destination de la population sur la préservation de l’environnement naturel en les conscientisant que ceci est étroitement lié aux aléas naturels comme les cyclones. Dès lors, j’ai pu constater que les habitants sont très intéressés et adhère facilement à la cause car ils ont peur ! Mais surtout ils commencent à prendre conscience des retours de leurs gestes sur leurs activités, une chose dont ils ont ignorés avant le projet »

b. Multiplication des actions portant sur la préservation de l’environnement naturel

La prise de conscience de la population sur le lien entre les aléas naturels et le changement climatique a poussé cette dernière à s’intéresser aux actions visant à lutter contre les pratiques destructrices de l’environnement naturel. A cet effet, il a été constaté que les actions portant sur la préservation de cet environnement se multiplient. De plus, le plus marquant serait le fait que la majorité des initiatives viennent de la population locale elle-même, des actions souvent dirigées par le chef fokontany. Des témoignages ont confirmé que le Projet VONONA est en grande partie à l’origine de cette prise de conscience. Les types d’actions menées sont pour la plupart des séances de reboisement communautaire et des mobilisations pour lutter contre les feux de brousses.



Jean Paul, Chef Fokontany

Fkt Antanamanakana, District Ambanja

« Je tiens à remercier le Projet VONONA pour nous avoir ouvert les yeux sur ce qu’on appelle le changement climatique. Personnellement, j’ai découvert que les aléas naturels sont liés aux pratiques destructrices de la population sur les ressources naturelles, qu’à travers ce projet ! Ceci me pousse à encourager davantage les actions visant ainsi à préserver notre environnement naturel comme le reboisement par exemple. Je trouve que la plupart des habitants de mon fokontany sont du même avis que moi et participent de plein gré aux actions que j’entreprends dans ce sens pour le bien de notre communauté »

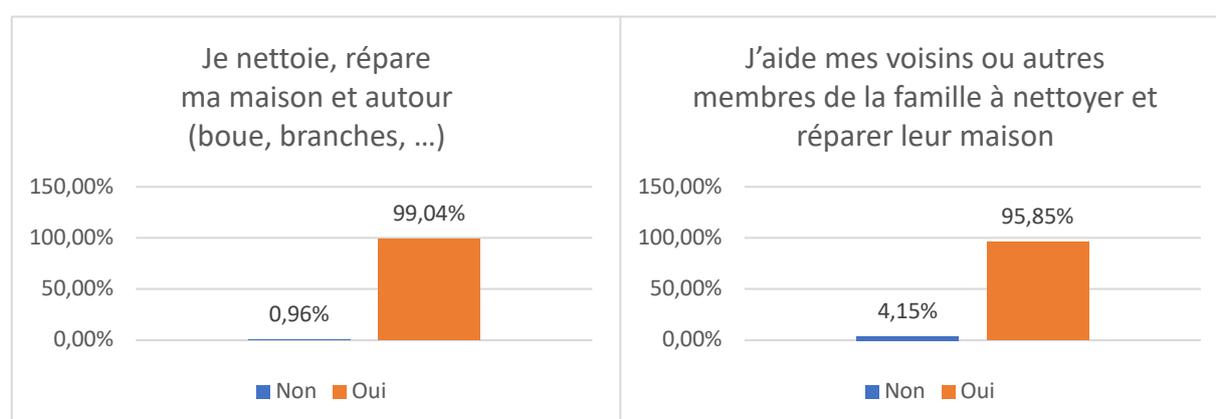
V. DURABILITE DU PROJET

1. Facteurs favorables

La durabilité d'un projet repose essentiellement sur ses points forts, permettant de motiver les bénéficiaires et de les rallier à la cause. Dans le cas du projet VONONA, les activités reposent essentiellement entre les mains des différentes entités comme les ELS et les CGRC-Écoles, qui sont chargées de sensibiliser et de guider leurs communautés à travers les différentes étapes liées aux aléas.

a. Engagement des communautés

D'après les séances de focus groupe, et les interviews effectués après de ces acteurs, le projet a un avenir très prometteur au niveau des zones étudiées. En effet, ils ont confié que les communautés ont pris conscience de l'importance de leur travail et commencent à les assister et à les informer sans qu'ils ne le demandent. Cette motivation est justifiée par la hausse de presque tous les chiffres par rapport à ceux recueillis pendant l'étude « baseline ». Par exemple, le taux de participation aux réunions organisées par les CGRC/ELS est passé de 53,89% lors de l'étude « baseline », à 81,5% pendant l'évaluation finale du projet. Une augmentation d'environ 30% qui démontre bel et bien l'intérêt que les communautés témoignent à l'égard du projet.



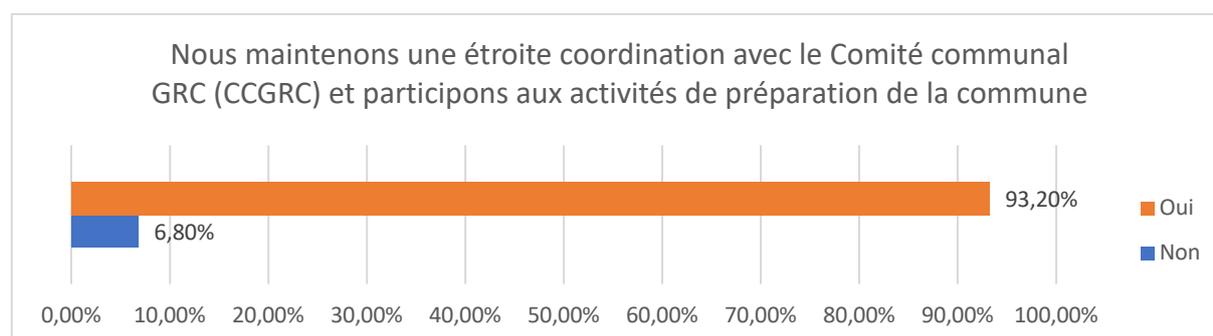
Vu que la participation aux activités n'est pas obligatoire, et qu'aucune indemnité n'est versée à ceux qui y prennent part, l'accroissement de quasiment tous les indicateurs attestent que les communautés sont sensibles aux intérêts prônés par le projet. Les deux graphiques ci-dessus montrent par exemple que la quasi-totalité (99,04%) des personnes enquêtées prennent la peine de nettoyer leurs habitations, mais aussi les alentours. Le plus surprenant est que la plupart d'entre elles (95,85%) affirment aider leurs voisins à faire autant, alors que ce chiffre n'était que de 84,16% lors de l'étude « baseline ».

Cet engagement des communautés dans les activités du projet est la garantie que celui-ci a une très grande chance de durer dans le temps.

b. Engagement des acteurs

Pour avoir les résultats cités précédemment, il est clair qu'il a fallu une équipe motivée et impliquée aux activités qui leur ont été confiées. En effet, les ELS et CGRC au niveau des écoles constituent un pilier important dans la réussite du projet dans un premier, et dans sa durabilité dans un second temps.

Encore une fois, aucune forme de rémunération n'a été prévue en faveur de ces équipes, alors qu'elles ont accompli un travail remarquable. Les statistiques révèlent par exemple que le taux d'établissement de cartes risques pour les fokontany par les ELS a connu une hausse de 32,5% entre l'évaluation intermédiaire et l'évaluation finale du projet en passant de 63% à 95,5% des ELS enquêtées.



Bien qu'ils n'y soient pas obligés, les membres des ELS au niveau des fokontany affirment qu'ils entretiennent des relations étroites avec le CGRC de la commune, et les aident même dans leurs activités. Ce taux a également connu une augmentation par rapport à celui énoncé lors de l'évaluation intermédiaire. En effet, il est passé de 69,6% à 93,2% à la fin du projet, une hausse de 23,6% qui témoigne de l'implication des ELS envers le projet, et leur volonté à aller encore plus loin.



Jean Claude, Membre ELS

Fkt Antanimieva, District Morombe

« Moi et mes compères sommes vraiment fiers de faire partie de l'ELS de notre fokontany. En effet, nous nous sentons particulièrement spéciaux parce que nous contribuons ensemble en quelques sortes à sauver la vie de notre communauté. Nous avons encore envie d'apprendre davantage pour servir cette cause noble à laquelle nous avons adhéré. En plus d'aider notre communauté à se préparer et à faire face aux aléas, nous acquérons également des connaissances dont nous sommes conscients de la valeur. Nous sommes motivés à avancer et à nous perfectionner de plus en plus. »

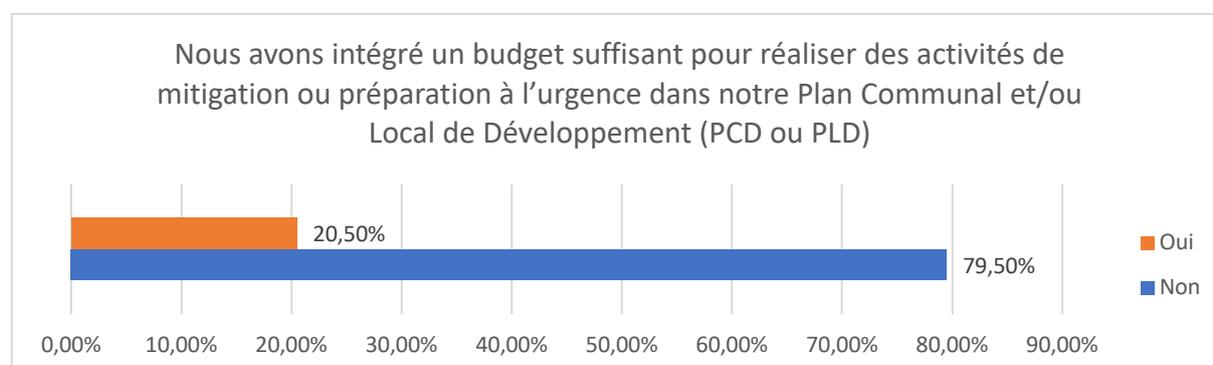
La situation est la même au niveau des écoles. Les CGRC sont d'autant plus motivés et plus impliqués du fait qu'ils s'occupent principalement d'enfants, qui sont classifiés parmi les populations vulnérables en cas d'aléas. Les membres prennent leur rôle très à cœur et le prennent pour une mission sacrée, étant donné que les membres sont principalement des enseignants et des directeurs d'écoles. En illustration, le taux d'écoles qui ont déjà élaboré

leurs PPU a, par exemple, grimpé de 29,1% entre l'évaluation intermédiaire (66,7% des écoles) et l'évaluation finale (95,8%).

2. Les freins

a. Problèmes financiers

Les actions entreprises par les ELS nécessitent un budget assez conséquent pendant toutes les étapes liées aux aléas (avant, pendant, après). En effet, des frais sont à prévoir, ne serait-ce que pour acheter le matériel nécessaire au nettoyage des chemins d'évacuation avant l'arrivée d'un cyclone par exemple. Le problème réside dans le fait que les comités GRC du fokontany (ELS et CGRC-École) n'ont aucune source de financement autre que celui accordé par le projet pour l'instant.



Pour le cas des ELS, les données recueillies durant les enquêtes révèlent que 20,5% d'entre elles seulement ont un budget intégré pour la réalisation des activités de mitigation ou de préparation aux urgences. Ce taux est très bas à ce stade du projet, il témoigne de ce que plusieurs personnes ont confié lors des rencontres, selon lesquelles les membres des ELS sont déjà débordés par la pauvreté grandissante, et donc par la survie de leurs familles sur le plan économique et financier. A ces problèmes viennent s'ajouter les charges liées à leurs activités en tant qu'ELS du fokontany.

Il en est de même pour les écoles. Les enquêtes soulignent que 35,4% des FEFPI, et donc des écoles, ne inclut dans son budget annuel la réalisation d'activités de prévention/préparation liées à la GRC. La plupart des écoles manquent de moyens financiers déjà pour leur fonctionnement, et n'ont d'autres choix que d'avoir recours aux parents d'élèves ou aux différents projets pour les aider financièrement.

b. Réponses tardives ou inexistantes

Faire un rapport aux structures supérieures fait partie du travail des ELS et des CGRC-Écoles. Le problème est que ces rapports reçoivent rarement une réponse de la part de leurs destinataires. Le plus souvent, les rapports sont transmis par les ELS aux responsables, qui disent les transmettre à leurs supérieurs, pourtant aucune réponse ni réaction n'est exprimée par ces derniers. Cela constitue un grand frein aux activités des différents comités car les gens

commencent à perdre patience et à blâmer les ELS et les accusent même d'avoir volé les aides que les autorités ont supposé envoyé pour réparer les dégâts encourus. Les Comités GRC au niveau des écoles vivent la même chose.



Sébastien, Directeur école – Membre ELS

Fkt Analatelo, District Morombe

« Notre école a été détruite par un cyclone il y a de cela quelques années. Nous en avons informé les autorités compétentes, en suivant toutes les étapes et hiérarchies, selon les règles. Aucune réponse ne nous a été parvenue jusqu'à maintenant, même une disant que notre demande a été rejetée. Nous continuons malgré tout d'enseigner en empruntant une petite salle au fokontany, mais nous sommes dans l'ignorance totale de quand nous pourrons à nouveau travailler dans des conditions acceptables. L'école peut survivre tant bien que mal grâce aux parents d'élèves qui font de leurs mieux pour nous aider financièrement. »

PARTIE III : RESULTATS TEST DE PREPARATION

Afin de garantir l'autonomisation des communautés, il a fallu trouver des acteurs locaux pour assurer les activités relatives à la préparation de celles-ci face aux différents aléas. De ce fait, des ELS ont été mises en place au niveau des fokontany, et des Comités GRC au niveau des écoles pour maximiser la proximité avec la population. Ces différentes entités ont été formées sur le système d'alerte précoce à utiliser et sur plusieurs autres thématiques pour leur permettre de travailler en toute confiance et avec assurance.

Un test a donc été élaboré pour mesurer leur capacité à faire face aux aléas mais surtout à la préparation de la venue de ces derniers. Pour ce faire, un scoring a été mis en place pour pouvoir évaluer le niveau de préparation de chaque entité.

I. NIVEAU DE PREPARATION DES COMMUNAUTES

1. Niveau de mitigation et de préparation par zone

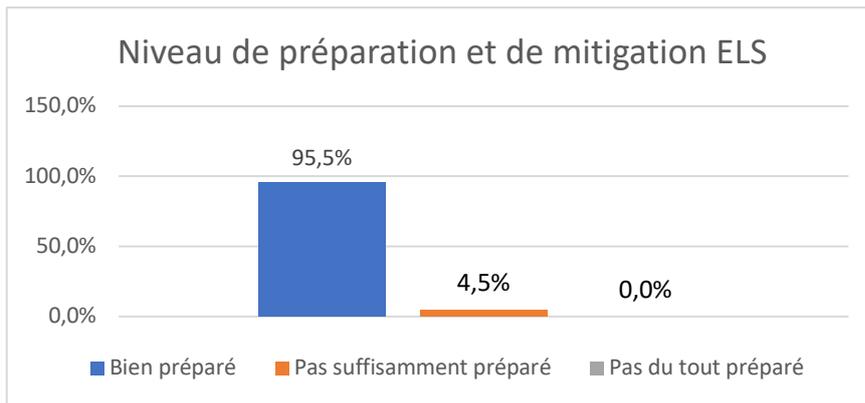
Comme mentionné précédemment, le scoring permettant de mesurer le niveau de préparation des communautés se présente comme suit :

Score (OUI)	Niveaux de Mitigation et de Préparation	
0 – 15	1	Votre communauté <u>n'est pas du tout préparée</u> à faire face à des catastrophes naturelles
16 – 35	2	Votre communauté <u>n'est pas suffisamment préparée</u> à faire face à des catastrophes naturelles
36 – 50	3	Votre communauté <u>est bien préparée</u> à faire face à des catastrophes naturelles

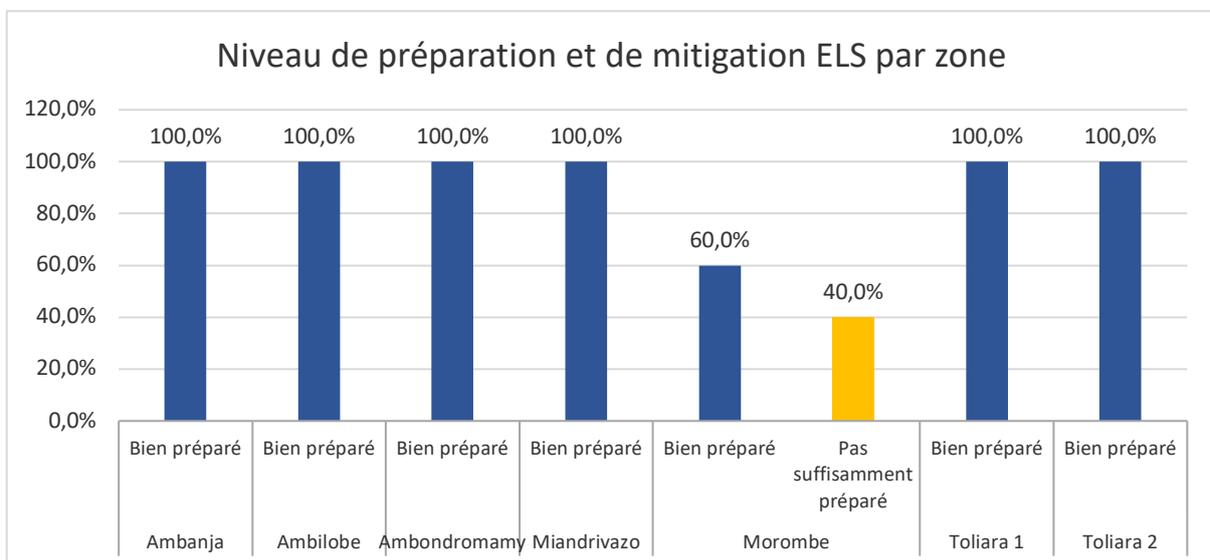
Le principe est identique à celui utilisé pour le test de préparation des ménages. Des questions (dont les réponses sont « oui » ou « non ») ont été posées. Les réponses « oui » sont ensuite comptabilisées pour avoir le score et donc le niveau de préparation de la communauté.

Voici un tableau récapitulatif du nombre d'ELS par zone :

Zone	Nombre d'ELS
Ambanja	9
Ambilobe	2
Ambondromamy	2
Miandrivazo	10
Morombe	5
Toliara 1	5
Toliara 2	11
TOTAL	44



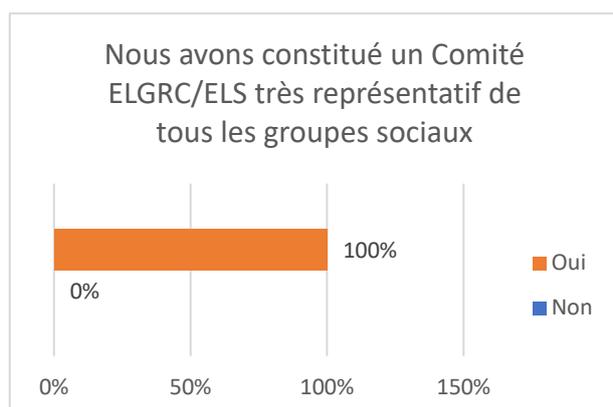
Le décompte des résultats a montré que dans l'ensemble, presque toutes les communautés (95,5%) ont eu un score supérieur à 36 « oui » et sont classées comme étant « bien préparées ». Bien qu'il y ait encore 4,5% catégorisées comme étant « pas suffisamment préparées », la situation actuelle est déjà très enthousiasmante. Cela montre en effet que toutes les ELS ont fait les efforts nécessaires et qu'elles sont toutes impliquées dans le projet.



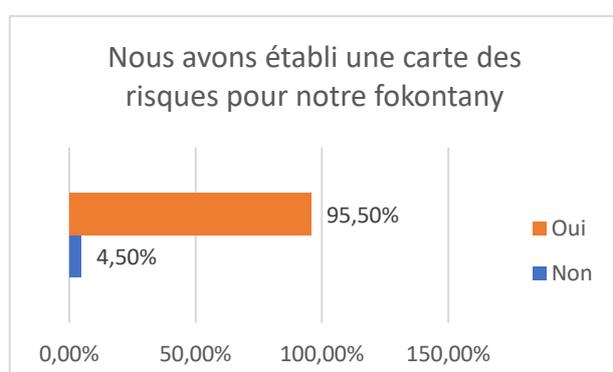
En y regardant de plus près, c'est dans la zone de Morombe que le score n'a pas atteint les 100%. Apparemment, quelques fokontany (60%) de cette zone seulement sont « bien préparés ». Le reste nécessite encore quelques efforts, mais sont malgré tout dans la moyenne.

Le constat général est positif. Il est possible de dire que le projet a atteint ses objectifs et que les actions menées ont porté leurs fruits.

2. Capacité des communautés à faire face aux aléas



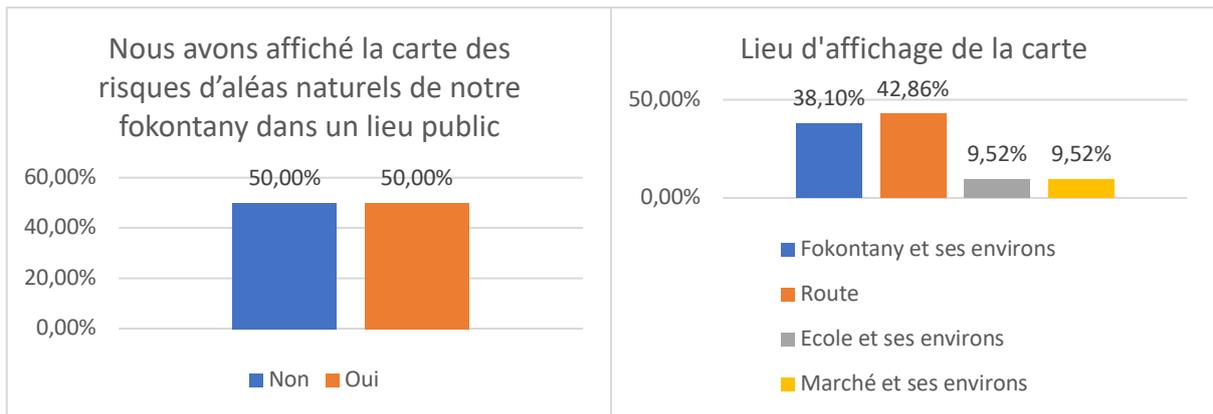
D'après les études menées, toutes les ELS ont affirmé que le comité constitué était représentatif de tous les groupes sociaux (hommes, femmes, personnes âgées, personnes handicapées, jeunes et enfants, etc.) et viennent de tous les hameaux / secteurs / quartiers, et des différents secteurs d'activités (agriculture, habitat, eau, nutrition, santé, éducation, etc.) L'importance réside dans le fait que ces ELS puissent prendre les meilleures décisions possibles en prenant en compte le cas de chaque membre de la communauté. Le plus important est également de connaître parfaitement le profil de la communauté au niveau de laquelle les actions seront mises en œuvre.



Presque la totalité des ELS (95,5%) ont déjà établi la carte des risques pour leur fokontany respectif. Cette carte est très importante pour la préparation aux différents aléas et pour y faire face. En effet, elle permet d'identifier toutes les maisons existantes, les zones d'habitation, les CSB, écoles, églises, points d'eau potable et autres infrastructures publiques dans les différents secteurs /quartiers. Elle permet également de localiser les zones à risques élevés d'inondation et/ou de vents forts et/ou d'autres risques majeurs ; et en parallèle d'identifier les chemins les plus sûrs pour évacuer, et les zones de culture les plus à risque de destruction face aux inondations et aux vents violents.

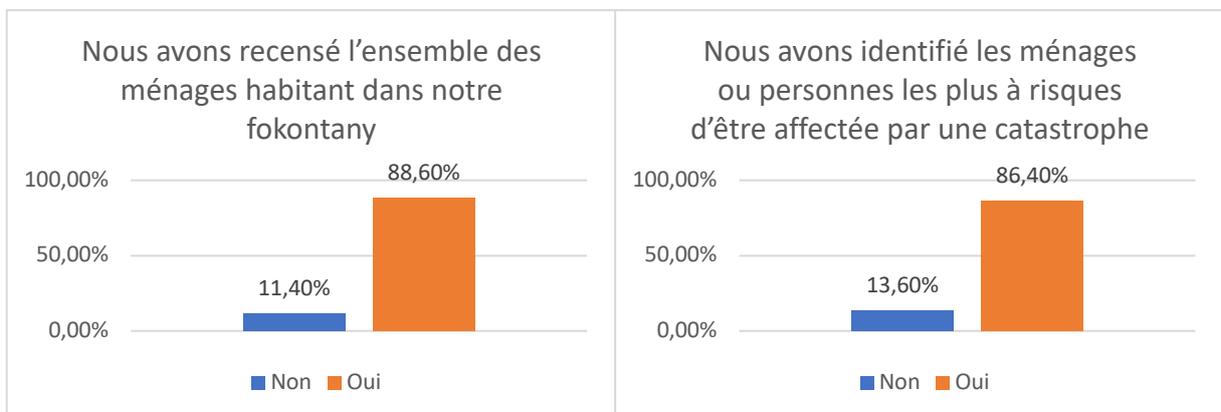
En cas de cyclone, cette carte est très importante parce qu'elle permet également d'identifier les sites pouvant servir d'abris d'urgence.

Les statistiques recueillies ont connu une évolution par rapport aux chiffres obtenus lors de l'évaluation intermédiaire du projet où seulement 63% des ELS ont élaboré leur carte des risques.

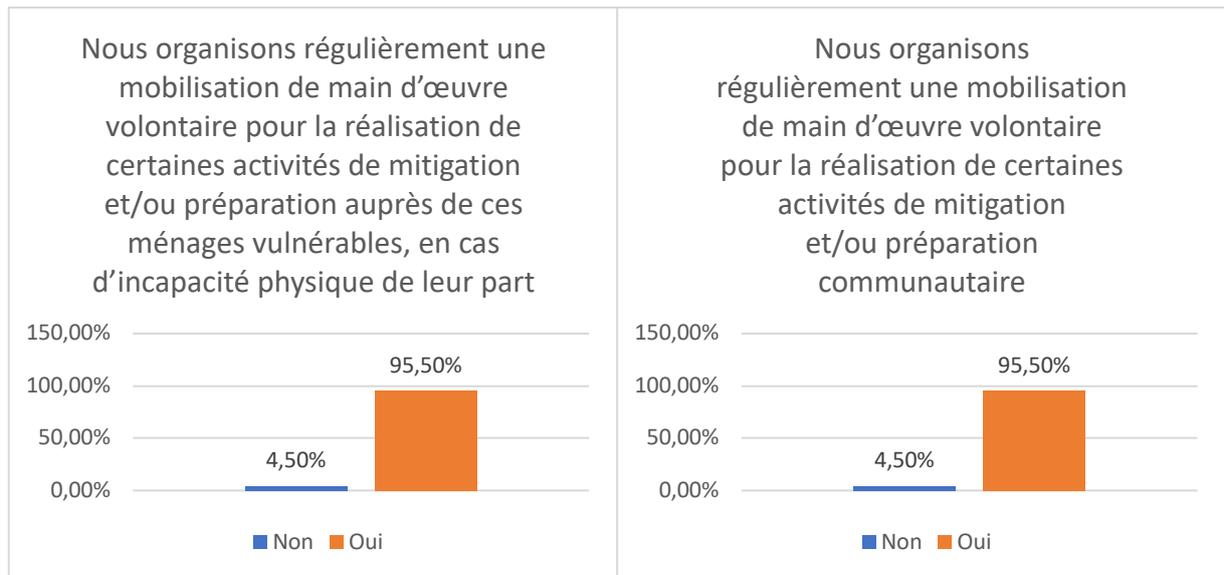


Du fait de l'importance de la carte, il est impératif qu'elle soit visible et consultable par le plus grand nombre à tout moment, pour que chacun en prenne connaissance. L'idéal serait que la population la maîtrise pour pouvoir réagir rapidement en cas d'urgence.

C'est dans ce cadre que les études menées ont révélé que 50% des ELS seulement ont pu afficher leur carte des risques au moment de l'évaluation. La plupart ont répondu que leur carte a été détruite suite au passage d'un cyclone car celle-ci est dessinée sur un emballage en papier et ne résiste donc pas aux pluies. En effet, une grande partie de ces cartes sont affichées en extérieur, au niveau du bureau du fokontany (38,1%) et dans les différentes rues sillonnant le fokontany (42,86%).

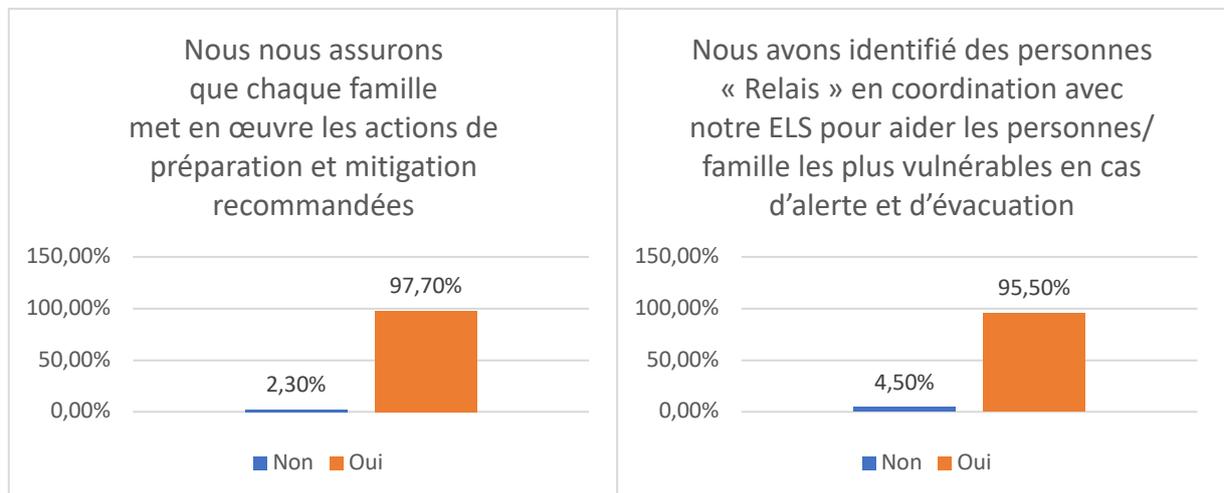


En tant que premiers responsables au niveau de leur fokontany en matière de GRC, les ELS sont sensés connaître parfaitement les ménages qui composent ces derniers. D'après les données obtenues, 88,6% d'entre elles ont déclaré avoir recensé l'ensemble des ménages habitant dans leur fokontany respectif. Et 86,4% ont également affirmé avoir identifié les ménages ou personnes les plus à risque d'être affectés par un aléa (personnes très âgées vivant seules, personnes handicapées ou à mobilité réduite, foyers monoparentaux avec beaucoup d'enfants, etc.)



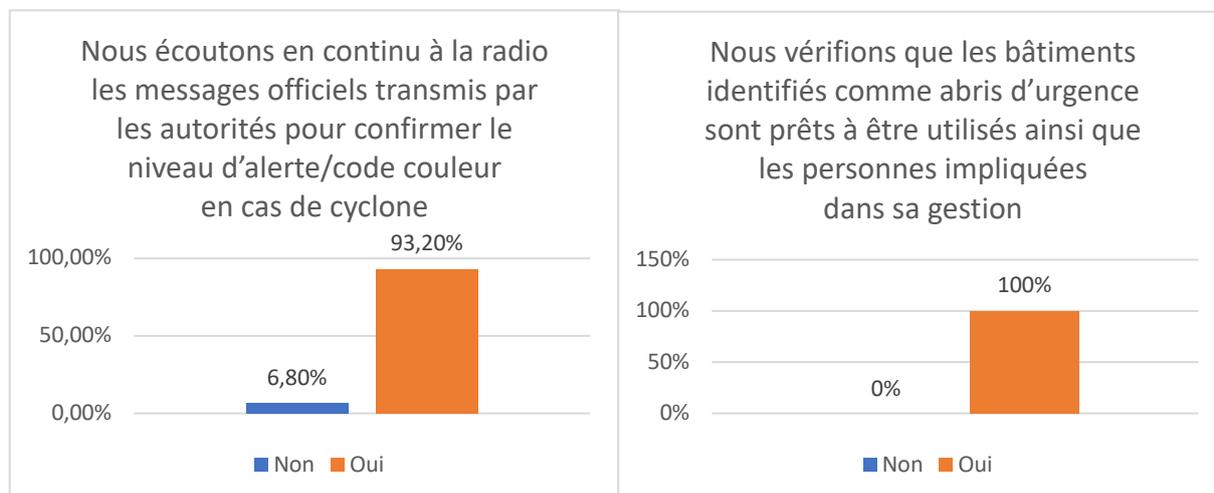
Lister les ménages vulnérables est une très bonne chose, mais le plus important c'est de prévoir des actions pour leur venir en aide en cas de besoin. C'est dans ce cadre que 95,5% des ELS ont confié que des mobilisations de main d'œuvre volontaire sont organisées régulièrement pour aider ces ménages dans la réalisation de certaines activités de mitigation et/ou de préparation (ex : coupe des branches, renforcement maison, etc.)

En outre, 95,5% de ces ELS ont également déclaré qu'elles organisaient régulièrement des mobilisations de main d'œuvre volontaire pour réaliser les actions de mitigation et/ou de préparation au niveau de la communauté (ex : curage des canaux, coupe des branches, accessibilité des chemins, maintenance ou réparation abris d'urgence, etc.)



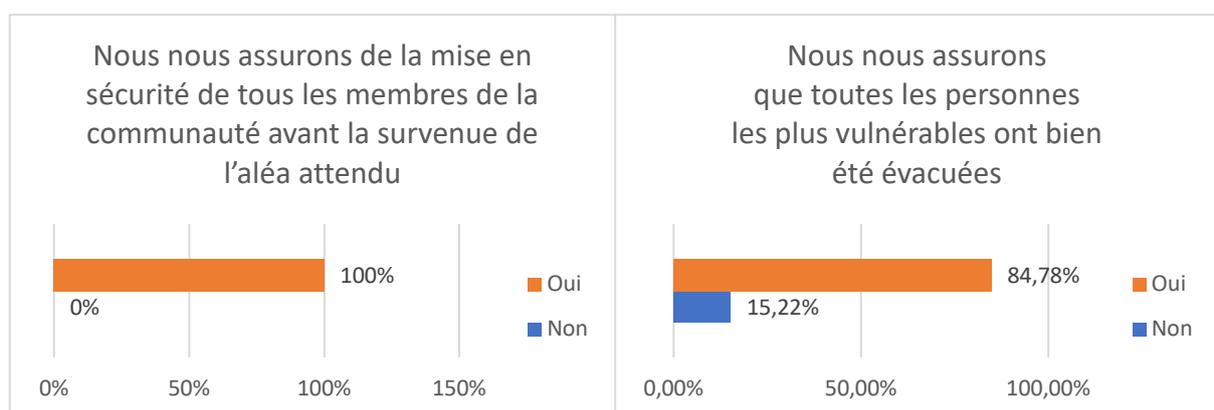
Dans un souci que la communauté soit prête à toutes éventualités, 97,7% des ELS ont communiqué qu'elles faisaient un suivi auprès des familles pour la mise en œuvre des actions de préparation et de mitigation (réparer les toits, curer les canaux d'évacuation des eaux, couper les branches des arbres proche des maisons avant la saison cyclonique, faire des stocks de nourriture et d'eau, etc.)

Pour garder une proximité vis-à-vis des personnes/familles vulnérables, 95,5% des ELS ont identifié des personnes « relais » pour les aider en cas d’alerte et d’évacuation, afin que personne ne soit oublié et minimiser les pertes humaines engendrées par les aléas.



Il est important de rester informé, surtout pendant les cyclones, pour pouvoir prendre les décisions les plus adaptées à la situation. De ce fait, 93,2% des ELS rencontrées ont affirmé qu’elles écoutaient continuellement les messages officiels transmises par les autorités à la radio pour confirmer le niveau d’alerte pendant les cyclones.

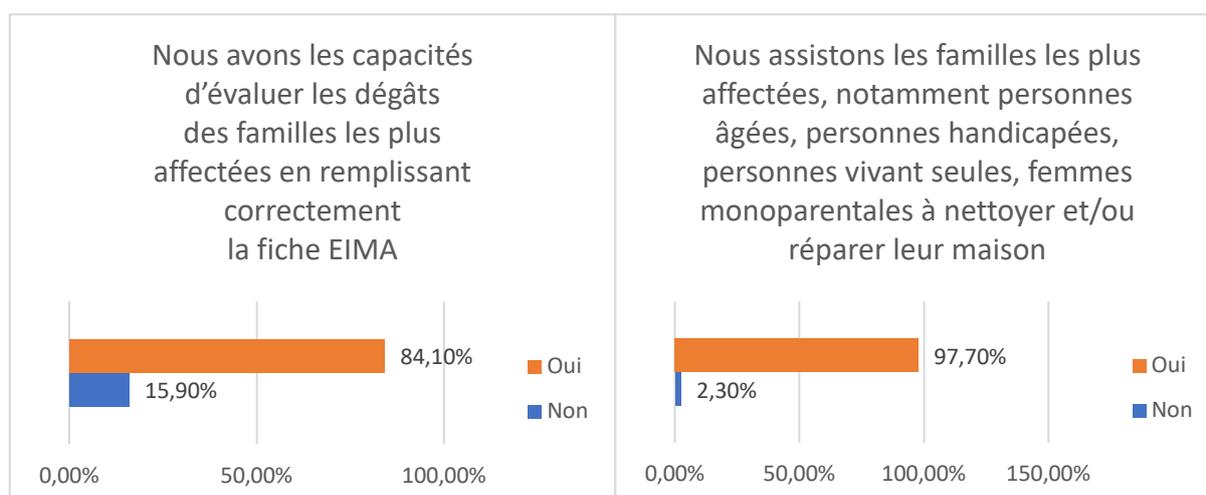
Avant l’arrivée de ceux-ci, toutes les équipes (100%) vérifient que les bâtiments identifiés comme abris d’urgence sont prêts à être utilisés, et vérifient si les personnes responsables de sa gestion sont disponibles et opérationnelles.



Avant l’arrivée de l’aléa, toutes les ELS (100%) affirment qu’elles s’assurent de la mise en sécurité de tous les membres de la communauté. En effet, il s’agit d’une des activités les plus importantes dans le travail effectué par les ELS car le plus important c’est de limiter au maximum les pertes humaines. Les personnes sont donc priorisées par rapport aux matériels.

En parlant de priorités, les personnes les plus vulnérables sont également suivies de près. Dans ce contexte, 84,78% des ELS ont affirmé qu’elles s’assurent que toutes les personnes les

plus vulnérables ont été évacuées (liste des personnes concernées, lieu d'évacuation pré-identifié, visites de vérification dans leur maison, etc.)



Une fiche d'Évaluation Initiale Multi-Aléas (EIMA) a été mise en place au niveau national pour standardiser la manière dont les évaluations de dégâts sont effectuées, pour que les décisions soient prises plus rapidement au niveau des différents niveaux. 84,10% des ELS consultées ont affirmé être en mesure de la remplir correctement afin d'évaluer au plus vite les dégâts subis par les familles. Ces fiches sont ensuite généralement transmises au maire de la commune pour être transmises aux autorités comme le BNGRC.

Les séances de focus groupe avec les ELS ont permis de savoir que bon nombre d'entre elles ne possèdent pas de fiche EIMA. Les équipes tentent tant bien que mal de faire les évaluations à leur manière afin de pouvoir les envoyer au plus vite aux autorités compétentes. Le vrai problème réside dans le fait que l'évaluation effectuée n'est que protocole et qu'aucune mesure n'est prise au niveau supérieur pour venir en aide aux familles les plus touchées par l'aléa.

La quasi-totalité de ces ELS (97,7%) ont également affirmé que des assistances sont données aux familles les plus vulnérables (personnes âgées, personnes handicapées, personnes vivant seules, femmes monoparentales) pour le nettoyage et/ou la réparation de leur maison. Cet esprit d'entraide est très important dans les activités relatives à la GRC dans la mesure où les populations ne peuvent compter que sur les membres de leurs propres communautés respectives pour survivre.

II. NIVEAU DE PREPARATION DES ECOLES

1. Niveau de préparation des écoles

Comme mentionné précédemment, un test de préparation a également été élaboré à l'égard des écoles bénéficiaires du projet. Le scoring permettant de mesurer le niveau de préparation des communautés se présente comme suit :

NOMBRE DE (OUI) obtenu	NIVEAU DE PREPARATION
1-7	Très Faible niveau de préparation qui ne permet pas de réduire les risques et de répondre aux impacts d'un aléa.
8-17	Niveau de préparation insuffisante qui ne permet pas de réduire les risques et de répondre aux impacts d'un aléa.
+18	Niveau de préparation acceptable

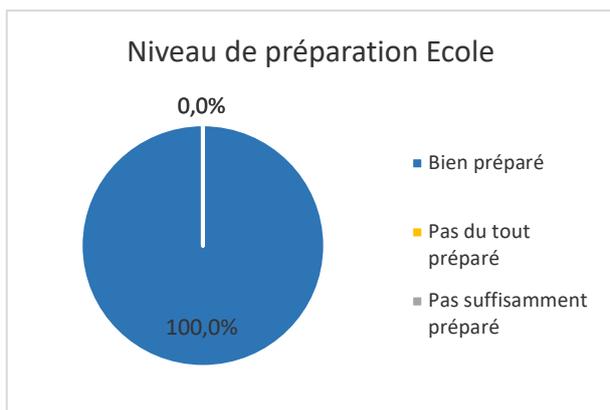
Le principe reste le même, des questions (dont les réponses sont « oui » ou « non ») ont été posées aux membres des Comités GRC au niveau des écoles. Les réponses « oui » sont ensuite comptabilisées pour avoir le score et donc le niveau de préparation de la communauté.

Voici un tableau récapitulatif du nombre de CGRC École par zone :

Zone	Nombre de CGRC École
Ambanja	11
Ambilobe	2
Ambondromamy	3
Antananarivo	2
Miandrivazo	10
Morombe	5
Toliara 1	5
Toliara 2	10
TOTAL	48

Le test de préparation est un outil utilisé afin d'évaluer la capacité des écoles à faire face aux situations d'urgence. Il sert à déterminer si les écoles sont bien préparées avant l'arrivée d'un aléa, à savoir comment l'organisation est faite durant et si les réponses effectuées sont en adéquation après le passage de l'aléa. Et tout cela suivant les directives prévues dans le plan de préparation d'urgence ou PPU.

Il y a trois niveaux de préparation pour les écoles : bien préparé, pas suffisamment préparé et pas du tout préparé.

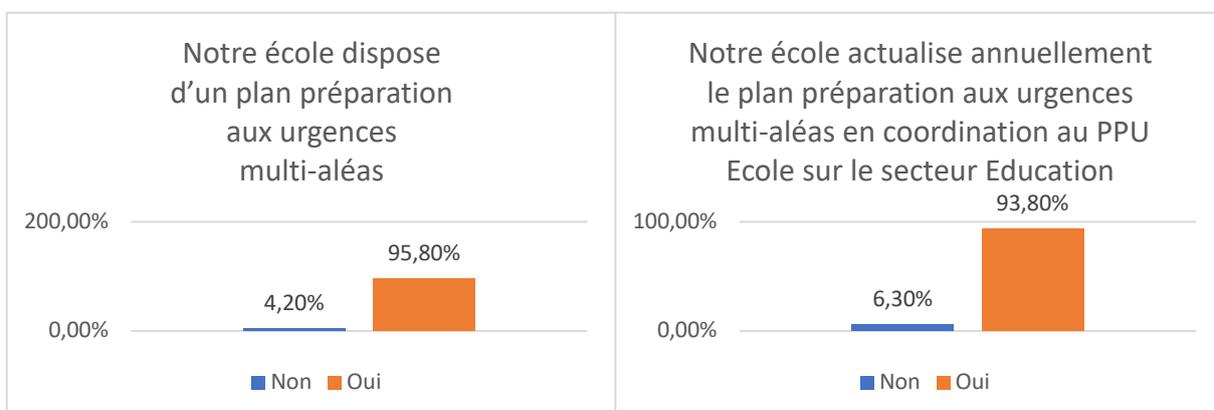


Le résultat du scoring découlant de l'enquête menée auprès des 48 écoles a montré que toutes les écoles sont bien préparées à faire face aux aléas, toutes zones confondues. Elles ont obtenu plus de 18 réponses « oui » lors du test de préparation. Si durant l'évaluation intermédiaire, le taux des écoles bien préparé a été de 83,2%, il a été constaté que le niveau de préparation des écoles a augmenté.

En tant qu'autorités au niveau des écoles, le comité GRC a joué un rôle important dans ce résultat mais aussi dans les actions de GRC au niveau de la communauté

2. Capacité des écoles à faire face aux aléas

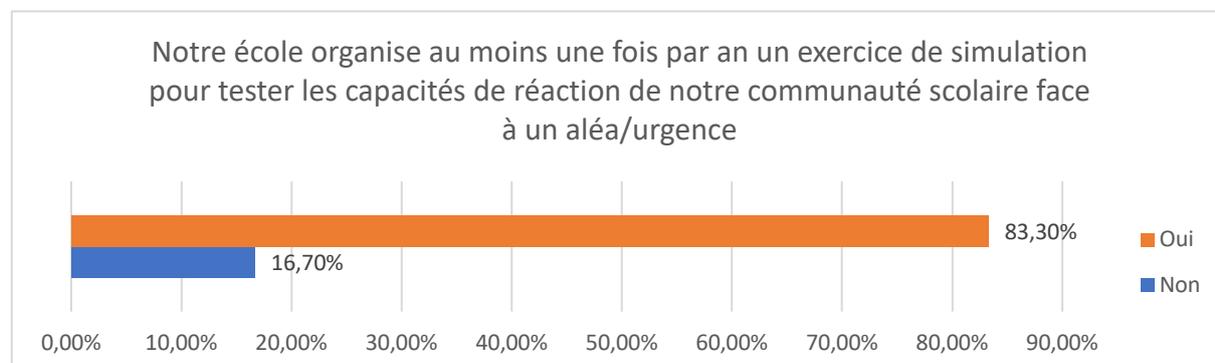
a. Phase de préparation et de mitigation (avant l'aléa)



Parmi les 48 écoles visitées, il a été observé que 95,80% de ces écoles disposent d'un plan de préparation aux urgences multi-aléas ou PPU. Durant l'évaluation intermédiaire, l'enquête a révélé que seulement 66,7% des écoles enquêtées disposaient de ce plan. Il est à noter que ce PPU est important parce qu'il décrit les actions qui doivent être faites avant l'arrivée des aléas.

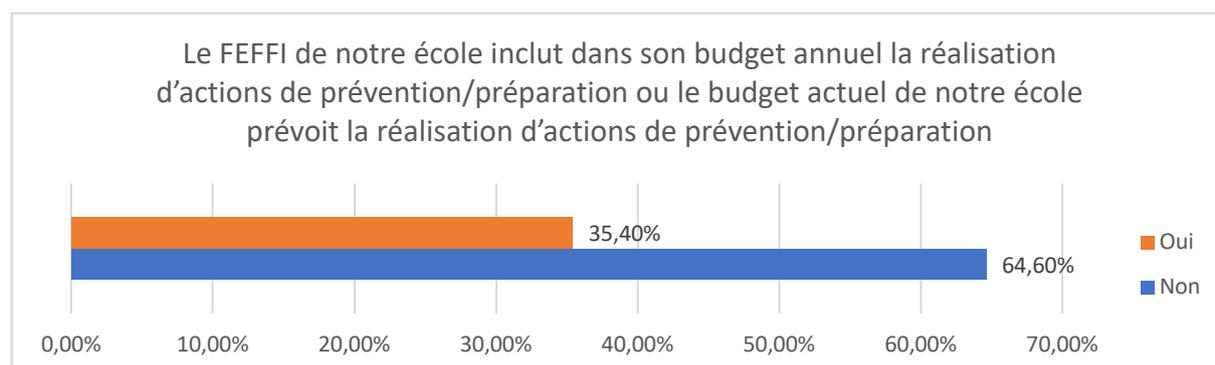
La majeure partie des membres du comité GRC dans les écoles sont au courant du contenu de ce PPU et une mise à jour annuelle est effectuée pour améliorer ce plan de préparation. Effectivement, afin de répondre efficacement aux aléas, la mise à jour annuelle de ce plan est cruciale parce qu'elle permet d'assurer que le plan réponde efficacement aux risques mais aussi au contexte réel des écoles. Point important dans les mises à jour : l'actualisation des contacts dans le PPU pour permettre une fluidité des communications.

Si durant l'évaluation intermédiaire, 54,80% des écoles n'ont pas effectué cette mise à jour, durant l'enquête de cette évaluation finale, le taux de mises à jour du PPU est passé à 93,8%. Cela démontre une meilleure collaboration entre les acteurs en charges du PPU et les autorités scolaires membre de la commission ELS.



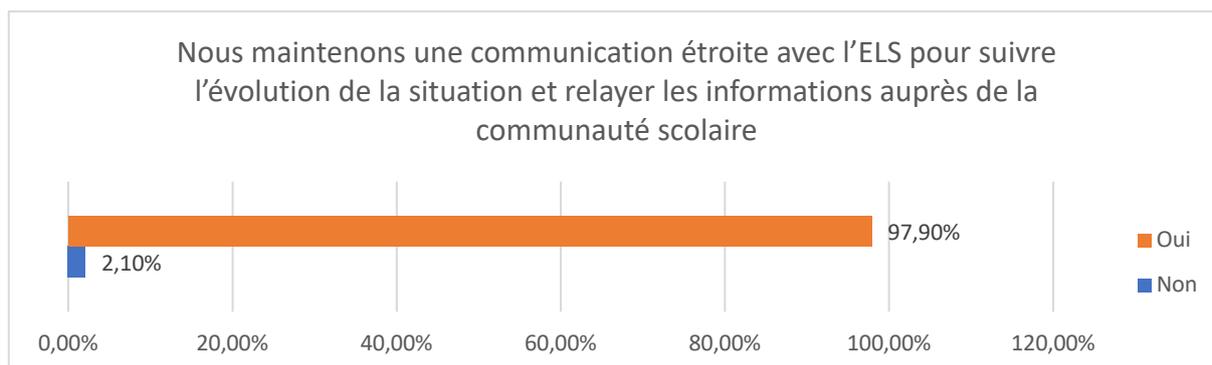
Avec un taux affirmatif de 83,3% durant l'enquête de l'évaluation finale auprès des 48 écoles, contre 61,9% lors de l'évaluation intermédiaire, il a été constaté une hausse du taux des écoles ayant effectuées annuellement des exercices de simulation.

Force est de constater l'importance de réaliser des exercices de simulation afin de tester les capacités et compétences de la communauté scolaire à faire face en cas d'aléas. Cette simulation permet aussi d'avoir un aperçu en situation réelle des procédures à suivre émises dans les plans de préparation d'urgence, voir leur efficacité mais aussi les lacunes à améliorer. Les points à observer durant ces simulations sont par exemple l'identification au préalable des chemins d'évacuation vers les abris d'urgence ou encore la disponibilité au préalable des imprimés du DRENTP pour l'identification des dégâts.



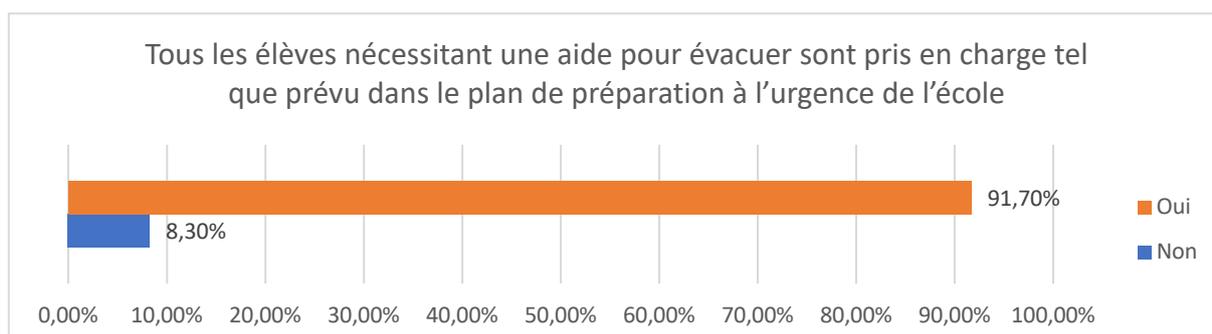
Des moyens financiers sont nécessaires afin de mettre en place les actions prévues dans le PPU. Selon l'enquête réalisée, 35,40% des écoles seulement affirment que leurs FEFFI incluent dans leur budget annuel la réalisation des actions de prévention/préparation. Force est de constater que les écoles manquent de moyens financiers pour pouvoir mettre en place les actions de prévention et de préparation.

b. Phase en situation d'urgence (pendant l'aléa)

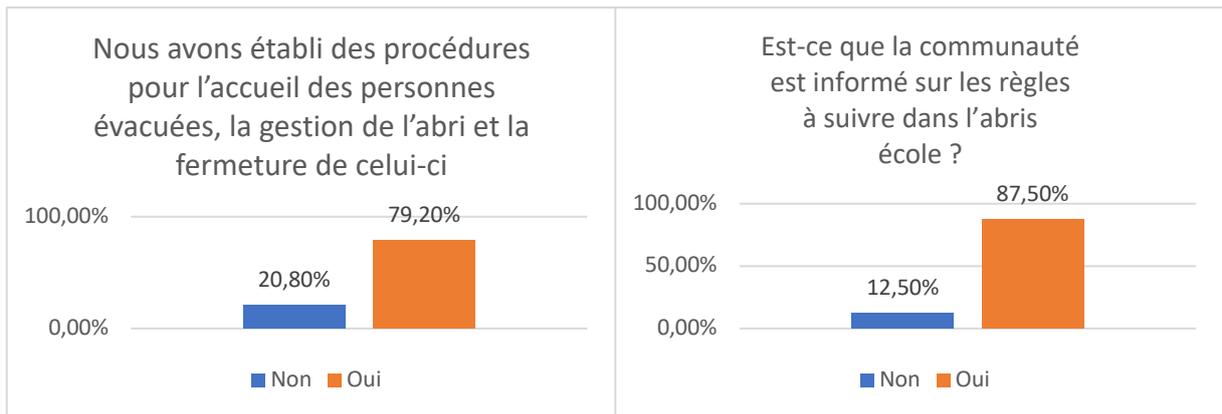


Comme observé lors de l'évaluation intermédiaire, et avec un taux de 97,9% lors de l'enquête de l'évaluation finale du projet, il est constaté que les CGRC écoles et les équipes locales de secours travaillent en étroite collaboration afin de mieux gérer les situations d'urgence.

Ils maintiennent une communication constante afin de pouvoir suivre l'évolution de la situation. Et cela montre l'efficacité des procédures émises par les écoles parce que les enseignants et les autres personnels techniques suivent les consignes suivant le niveau d'alerte.



Avec un taux de 91,7% des écoles, il a été affirmé que tous les élèves nécessitant une aide pour évacuer sont pris en charge tel que prévu dans le plan de préparation d'urgence de l'école dès que la situation d'urgence est déclarée. Mise à part cette organisation pour sauver des vies, des actions sont aussi menées, comme la mise en sécurité des matériels et équipements scolaire, pour éviter qu'ils ne soient abîmés. Il est important que tous les membres du personnel éducatif soient formés et familiers avec le plan de préparation d'urgence afin qu'ils puissent agir rapidement en cas d'urgence.

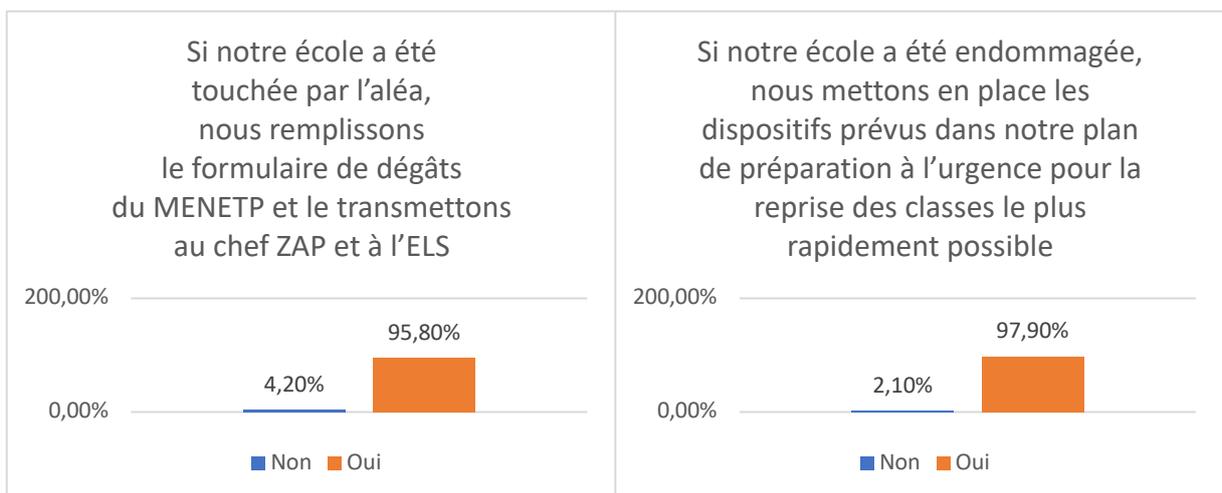


Lors de l'accueil des personnes évacuées dans les abris, 79,2% des responsables d'écoles affirment que des procédures ont été mises en place afin de garantir une meilleure gestion de l'abri, mais aussi au moment de la fermeture de celui-ci. Parmi ces procédures, on pourrait citer l'existence d'une liste de priorisation des personnes à mettre dans les abris suivant une répartition par âge, sexe et handicap. Mais d'après l'enquête effectuée, seulement 58,3% des écoles enquêtées disposent de cette liste.

Néanmoins, des dispositifs de mesures spécifiques sont mis en place pour la prise en charge des personnes âgées, handicapées, des filles/jeunes filles ainsi que les enfants.

Pour une meilleure organisation des lieux, 87,5% des CGRC visitées ont affirmé que leur communauté est informée au préalable et durant le temps qu'il reste dans l'abri-école des règles à suivre.

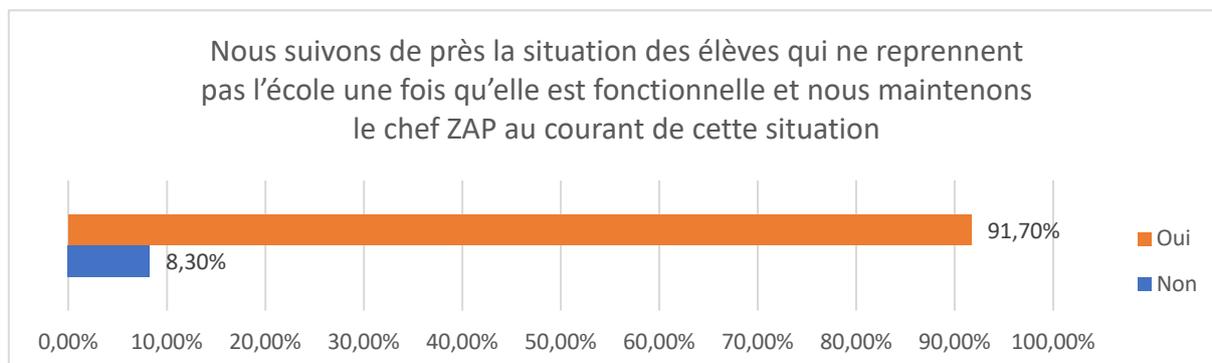
c. Phase réponse et redressement (après l'aléa)



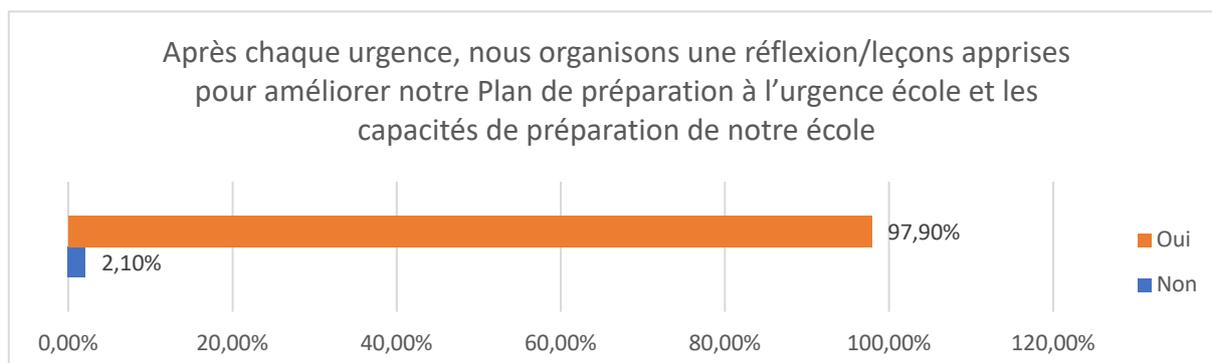
Les deux graphes ci-dessus montrent la réactivité des responsables à répondre après le passage des aléas. D'après les données recueillies, 95,8% CGRC-Écoles affirment suivre les directives afin de remplir le formulaire des dégâts fourni par le ministère en charge de l'éducation, et de le transmettre au chef ZAP et à l'ELS.

Si les écoles ont été endommagée, des dispositifs sont mis en place pour permettre la reprise des classes le plus rapidement possible comme prévu dans le plan de préparation d'urgence.

Toujours en coordination avec les ELS, une vérification de l'état des écoles est effectuée, ainsi que l'environnements autour, comme les accès, afin que les élèves et les enseignants puissent reprendre les cours en toute sécurité.



Après le passage des aléas, il est courant que quelques élèves ne reprennent pas les cours, une fois que les écoles sont à nouveau fonctionnelles. Avec un taux de 91,7%, il a été affirmé que des dispositifs sont alors mis en place afin de faire le suivi de ces élèves, tenter de connaître les raisons de cette perte afin de trouver des solutions. Les autorités scolaires comme le chef ZAP sont aussi mis au courant de l'évolution de la situation.



Après chaque urgence, les membres du comité GRC des écoles organisent une réunion de réflexion afin de collecter les lacunes et les leçons apprises. Cela permet aux responsables d'améliorer le plan de préparation à l'urgence des écoles et les capacités de préparation et de réponse.

PARTIE IV : RECOMMANDATIONS

À la vue des résultats d'enquêtes, la quasi-totalité des objectifs sont pratiquement tous atteints. En effet, les statistiques se montrent particulièrement positives, le plus important étant que les communautés soient en mesure de bien se préparer face aux différents aléas qui peuvent survenir. Néanmoins, quelques petits points noirs persistent encore et empêchent de parfaire le projet comme il se doit.

I. RECOMMANDATIONS POUR LES ELS

1. Niveau de préparation des ELS

Les résultats du test de préparation est positif dans l'ensemble. En effet, presque tous les fokontany (95,5%) de toutes les zones sont classés comme étant « bien préparé », mis à part 2 des 5 fokontany visités au niveau de la zone Morombe, qui sont « pas très bien préparé » alors que le projet a pris fin. Ce chiffre peut paraître anodin, mais porté à l'échelle total du projet, il serait intéressant de le prendre en considération. Il est donc conseillé de revoir le cas de cette zone en organisant des formations ou en cherchant un moyen pour que les différentes entités de GRC locales puissent faire un partage de connaissance.

2. Autonomisation des structures

a. Mécanisme de financement interne

Garantir l'autonomisation d'une structure, et par extension la pérennisation d'un projet passe inévitablement par un financement permanent. Comme le Projet VONONA a déjà touché à sa fin, il est important que les structures mises en place au cours du projet puissent continuer à travailler sans attendre des sources de financement.

Il est impératif que les structures telles que les ELS et les Commissions GRC-Écoles trouvent des sources d'autofinancement permanentes pour qu'elles puissent assurer favorablement leurs rôles. Il faut que dans un premier temps elles élaborent un budget annuel pour pouvoir déterminer la somme qu'elles se doivent de trouver chaque année pour assurer leur fonctionnement. C'est après avoir défini le budget nécessaire que les équipes pourront s'atteler à trouver des sources de financement. Il peut s'agir de vente de produits qu'ils auraient fabriqué ensemble, de cotisations perçues au niveau de chaque ménage, etc. Chaque équipe trouvera la source d'argent adaptée à la situation de leur fokontany respectif.

b. Structuration autonome interne (pilotage directe par le fokontany)

Pour une autonomisation, il est conseillé de considérer la population locale comme partenaire du projet, non pas comme bénéficiaire du projet. En effet, lorsque l'on confie un rôle à une personne ou une institution, elle se sent responsable et engagée. Dans un premier lieu, il

appartient aux organismes membres du consortium d'impliquer les communautés dans les prises de décisions quant à la suite des activités de gestion de risque à la suite de leur départ. Dans un deuxième temps, un cahier des charges sera élaboré pour clarifier les rôles de chaque acteur local dans la mise en œuvre des plans et des instructions. Il incombera aux autorités de proximité, le fokontany, de piloter toutes les activités, avec une assistance, du moins au début de la cessation des activités des organismes intervenant dans la zone considérée.

Par leurs activités quotidiennes, les femmes sont les mieux placées pour connaître les zones à risques de leurs villages, les raccourcis, les lieux surs, les ressources matérielles de leurs zones, il est donc recommandé de les inclure dans l'élaboration des cartes des risques et des plans RRC, ou même des plans de reconstruction après les catastrophes, même dans la mise en œuvre des exercices de simulation. Elles peuvent aider dans l'établissement des listes de personnes prioritaires à placer dans les abris.

L'utilisation des ressources locales, humaines, matériels, financières, est essentielle pour la poursuite des activités de GRC à la fin du projet. Avec la responsabilisation des communautés et des autorités locales, ceci est déjà un début de pérennisation. La population locale connaît mieux que personne les ressources locales disponibles. Leur implication effective dans la reconstruction et la reprise des activités économiques après les aléas facilitera les recherches de solutions et de matériels locaux.

Il est aussi recommandé d'utiliser les autres structures communautaires existantes, si elles existent, pour la mobilisation de ces ressources disponibles afin d'accroître d'une part, la confiance de tous, et d'autre part pour appuyer les ELS dans leurs missions de préparation ou de reconstruction.

De même, le fait d'avoir des membres de la communauté ayant des compétences médicales est important en cas d'urgence. On peut valoriser ce fait en complétant leurs compétences par des formations et/ou des renforcements de capacité, afin qu'ils puissent fournir des soins appropriés pour les premiers secours.

Avec 33% de familles qui ne disposent pas de boîtes de premier secours, c'est-à-dire le tiers des familles enquêtées, il est fortement recommandé aux autorités locales de demander l'aide du système de santé, ou des organismes locaux, avant les périodes cycloniques, pour palier à ce manque vital.

c. Renforcement du système d'alerte précoce

Le système d'alerte précoce devrait comprendre quatre éléments pour être efficace : (i) la connaissance des risques ; (ii) le suivi, l'analyse et la prévision des aléas ; (iii) communication ou diffusion d'alertes et d'avertissements ; (iv) les capacités locales pour répondre aux alertes reçues. L'évaluation a montré que les deux premiers éléments ont donné des résultats satisfaisants, contrairement aux deux derniers, surtout pour le troisième. Il serait pertinent d'envisager quelques actions pour atteindre pleinement cette efficacité :

En matière de communication ou diffusion d’alerte :

- Un plaidoyer auprès des opérateurs téléphoniques pour l’envoi de sms d’alerte serait souhaitable.
- Chaque fokontany devrait être doté de kit SAP
- Dans un éventuel nouveau projet, un calendrier accepté et validé par tous les acteurs impliqués dans les activités médiatiques serait établi au début du projet, tout en précisant les cibles.
- Une adaptation culturelle des approches est à considérer pour les éventuelles prochaines activités. Il est alors préconisé de :
 - o Utiliser le dialecte local, y compris les termes techniques, dans la communication, pour éviter les confusions. Une confusion de couleur est par exemple un réel danger en cas d’urgence.
 - o Développer des gestes spécifiques tirés des us et coutumes locales dans les actions de sensibilisation afin de créer la proximité avec la population cible
 - o Sensibiliser les dirigeants locaux à effectuer des descentes périodiques ou non, des visites aux communautés, pour mieux connaître leurs priorités des communautés ou leur perception de la situation en vue de la remontée des informations.
 - o Promouvoir une culture d’inclusion dans la gestion des risques et catastrophes en établissant des mécanismes qui permettent d’inclure les femmes, et les personnes en situation de handicap

D’après les données recueillies, les ménages n’écourent presque pas la radio. Le fait est que ce canal de communication a été remplacé depuis un certain temps par les « radio-cartes », plus divertissant mais moins efficace quand il s’agit de s’informer. En plus, il y a encore des régions qui ne sont pas couvertes par les fréquences radio et ne captent donc aucune station. Les plus chanceux qui peuvent se le permettre s’informent via les réseaux sociaux ou la télévision. Cette situation fait que les informations reçues ne sont pas synchronisées entre les différents fokontany d’une même zone par exemple. Il peut arriver qu’un fokontany soit au niveau d’alerte jaune, pendant que d’autres sont encore au vert par exemple. Il serait intéressant d’exploiter ses canaux plus communs et plus familiers aux gens, et faire passer les sensibilisations par des fichiers audio à partager entre les « radio-cartes » par exemple.

En matière de capacités locales pour répondre aux alertes reçues :

Une augmentation de fréquence des exercices de simulation permettrait d’accroître les capacités de réponse des communautés aux alertes. Avant le départ effectif des partenaires, un calendrier sera établi dans ce sens avec les ELS, les partenaires sur place et le BGNRC, pour organiser ces exercices.

d. Matériels

Lors des descentes sur terrain, les membres des ELS ont émis leurs souhaits d’être dotés de matériels très utiles en période d’aléas, afin qu’ils puissent accomplir sans problème majeur les missions qui leurs sont confiées. Tant sur les besoins en secours d’urgence que sur les

déplacements. Il est donc recommandé d'affecter un budget spécifique en dotation en matériels, avant le départ des partenaires du projet :

- Des bottes et imperméables pour chaque individu qui permettront d'intervenir en toute situation et en tout temps, et éviter les maladies causées par la pluie.
- Des pirogues ou canots pour se déplacer en période d'inondation, et sauver les gens qui sont bloqués par la montée d'eau.
- Des bicyclettes pour les déplacements d'assez longues distances.

Concernant la carte des risques, il est recommandé de trouver un support plus résistant que les emballages papiers, pour s'assurer qu'elle ne soit détruite à la première pluie tombée. Les ELS devraient trouver un moyen de le faire, sans attendre une quelconque aide venant du projet. Ce dernier se chargera juste de les conseiller ou les orienter sur les supports à utiliser.

e. Rappels des formations

D'un point de vue opérationnel, quelques ELS ont confié qu'il y avait un manque au niveau de la collaboration avec les équipes du projet. En effet, ces dernières passaient généralement à intervalles assez large. Les ELS aspiraient pourtant à un accompagnement plus régulier, à fréquence plus élevée pour consolider leurs acquis.

Les équipes sont motivées parce qu'elles ont conscience que le travail qu'elles fournissent ont un impact réel sur la vie de leurs communautés. Il est préconisé de renforcer leur savoir-faire et leur technicité pour d'une part, disposer de cultures résilientes aux aléas climatiques : choix des types et/ou techniques de cultures adaptées à la zone, et d'autre part, d'améliorer la productivité et le rendement.

II. RECOMMANDATIONS POUR LES ECOLES

1. Suivi des actions de redressement

La transmission des informations pré et post aléas entre le chef ZAP/CISCO et les écoles n'atteint pas les résultats souhaités. En effet, 87,5% des écoles affirment transmettre leurs plans annuels au chef ZAP et CISCO. Dans le sens inverse, seulement 70,8% des écoles ont reçu les formats officiels des imprimés pour l'identification des dégâts des écoles après une catastrophe. Il est donc recommandé d'une part d'établir un calendrier qui fixe l'envoi et la remise des documents concernés, comme on transmet les documents administratifs et pédagogiques, et d'autre part d'inclure les activités de gestion de risques et catastrophes dans les réunions pédagogiques, même à titre d'informations.

Il est aussi conseillé d'achever les formations sur les normes minimales à l'équipe de la communauté éducative sur les normes minimales INEE.

35,4% des écoles seulement ont inclus la prévention/préparation en GRC dans le budget du FEEFI. Ceci ne permet pas de mettre efficacement en œuvre des plans de préparation et le renforcement des nouveaux comités RRC dans les écoles qui sont déjà établis, et par conséquent, ne garantit pas l'accès ininterrompu à l'éducation. Une sensibilisation auprès des responsables des écoles est à mener pour rehausser ce taux afin d'atteindre le résultat 2 du projet. L'initiative devrait émaner du chef ZAP et sa réalisation se fera en collaboration avec l'ELS locale.

2. Dynamisation et rappel des formations

Des comités GRC écoles ne sont pas encore fonctionnels à Ambanja et à Antananarivo, les formations n'ayant pas pu être réalisées et les matériels non distribués, pour des raisons d'organisation. Il est primordial pour le projet de considérer ces activités inachevées, en vue d'atteindre son objectif, qui est de renforcer la résilience des communautés et des institutions, y compris les écoles. Une négociation avec les partenaires du consortium pour la réalisation de ces formations serait nécessaire.

III. RECOMMANDATIONS GLOBALES

1. Aux responsables du Projet VONONA

Les entrevues avec différents responsables ont révélé qu'aucun budget n'a été fixé concernant les retours des bénéficiaires. En effet, il est très important d'avoir à disposition un mécanisme qui permettrait de recueillir les retours et les plaintes émanant des bénéficiaires du projet, surtout pour un projet comme celui-ci qui couvre presque tout Madagascar. Il a été confié lors des différentes rencontres que les collectes des retours ne se faisait qu'au moyen des rencontres communautaires, qui ne se font pas très souvent, et qui risquent d'être de plus en plus rares vu que le projet a déjà touché à sa fin. En plus, cette situation a fait que la participation des communautés dans les prises de décisions du projet était limitée.

Étant donné que le Projet VONONA a une envergure quasi-nationale, les moyens nécessaires sont énormes et nécessitent qu'on y prête une attention particulière. Il serait opportun d'envisager de budgétiser la mise en place d'un système permettant la collecte des retours et la gestion de plaintes. De cette manière, les décisions pourraient être prises plus rapidement et de manière plus précise. Cela permettrait également d'avoir un tableau de bord dynamique qui montre la situation, quasi en temps réel, sur le terrain.

2. Aux membres du consortium

Le projet VONONA étant achevé, un certain temps devrait être accordé aux partenaires pour préparer les ELS et les comités GRC à être autonomes dans les missions qui leurs sont confiées.

C'est le projet VONONA qui est à sa fin, les partenaires continuant leurs missions respectives dans les zones cibles, un atelier leur permettrait d'identifier les points de blocage, pour pouvoir les éviter dans d'éventuels futurs projets.

3. Au niveau régional

Pour une synergie entre tous les acteurs locaux de la GRC, il est recommandé d'inclure les plans de GRC dans le plan de développement local. Celui-ci permet aux collectivités décentralisées de budgétiser les activités liées au GRC et de les financer conformément aux articles 22 et 25 du plan national de gestion des risques et des catastrophes, du moins en partie. Cette inclusion permettra aussi, sous la supervision des autorités administratives, d'établir un mécanisme de financement des activités du plan, avec des acteurs et organismes privés, même informels, ce qui peut assurer la pérennisation du financement des activités de GRC.

4. Au niveau national

Une communication des résultats du projet aux différents niveaux concernés par la protection de la population, le développement économique (ministères, région, organismes internationaux), est vivement recommandée afin d'avoir leurs implications d'une part, pour assurer la pérennisation des activités de GRC, et d'autre part, pour la mise à l'échelle des acquis positifs du projet en termes de sécurisation des activités économiques : mise en place des champs, sécurisation des bétails, etc. dans les régions aux caractéristiques similaires.

5. A Save The Children

Dans un éventuel prochain projet, pour que certaines activités ne soient pas mises en œuvre, ou arrêtées à mi-chemin, comme le cas de la mise en place de la ligne 930, ou le retard du début des activités médias, il est aussi recommandé d'éviter d'inclure des activités qui dépendent beaucoup d'interventions externes, non maitrisables par le projet. Si des organismes doivent être inclus dans le projet, conformément aux textes de lois ou des plans nationaux, ce serait à titre d'organes consultatifs.

CONCLUSION

Dans l'ensemble, le Projet VONONA est une réussite. Les résultats de l'évaluation ont permis de mettre en évidence que le projet est pertinent par le fait qu'il est en accord avec les différentes politiques existantes au niveau national et international en matière de GRC, et répond aux besoins identifiés au niveau des communautés cibles selon lesquels elles font face à des aléas presque chaque année, ce qui les fragilise fortement d'un point de vue socioéconomique, les rendant vulnérables face aux années à venir. Ces communautés avaient de ce fait besoin d'un moyen qui leur permettrait d'anticiper la venue des aléas et limiter les dégâts occasionnés, que ce soit en termes de matériels qu'en termes de pertes humaines.

L'évaluation a également mis en évidence l'efficacité du projet en mettant en exergue un niveau de préparation élevé des communautés face aux aléas. En effet, les statistiques ont montré que 90,76% de la population étudiée est classifiée « bien préparée », d'après les résultats du test de préparation. Par ailleurs, les actions de sensibilisation sur la vaccination contre le COVID 19 ont également porté leurs fruits, dans la mesure où 71,1% des personnes interrogées ont déclaré s'être fait vacciner. Il y a cependant encore un effort à fournir pour atteindre les 28,9% restant. En plus, selon les chiffres, plus de la moitié (53,4%) des personnes enquêtées trouvent que leurs communautés sont encore réticentes à l'égard du vaccin, ce à quoi 85,54% d'entre elles pensent qu'un effort est encore à faire au niveau des campagnes de sensibilisations.

En ce qui concerne les ressources, le Projet VONONA a témoigné d'une bonne efficacité au niveau de leur allocation et de leur utilisation. En effet, le budget a été équitablement partagé entre les différentes thématiques, en mettant un accent sur les points les plus importants comme les procédures de création et la formation des différents comités GRC et les activités allouées à ces derniers.

Les descentes sur terrain ont également permis de constater les impacts que le projet a eu sur les différents acteurs qui lui ont donné vie : les membres des commissions GRC (ELS et CGRC-Écoles) et la population locale. En effet, le projet a permis aux membres des commissions GRC de bénéficier de nouvelles connaissances, les aidant dans leur travail et leur permettant de s'épanouir au niveau de leur vie personnelle. La population quant à elle a pu se préparer grâce aux connaissances du système d'alerte, transmises par les commissions GRC. Le test de préparation des communautés a révélé que 95,69% des personnes enquêtées connaissent désormais le système d'alerte officiel utilisé à Madagascar, 98,24% affirment que leur famille le connaît également, et 98,7% d'entre elles disent que tous les membres de leur famille connaissent comment et où évacuer si elles ne sont pas présentes dans le fokontany au moment de l'alerte. En outre, les résultats du test de préparation montrent que la quasi-totalité de la population enquêtée (95,5%) est classée comme « bien préparé », illustrant l'impact du projet sur les communautés.

Le Projet VONONA est pour ainsi dire un très bon projet qui touche un aspect sensible de la vie de la population cible. A ce sujet, cette dernière a démontré sa motivation et son implication quant aux différentes activités liées au projet. En effet, bien que celles-ci n'étaient pas à caractère obligatoire et ne faisait allusion à aucune indemnité, les différents acteurs ont

compris qu'ils en étaient les premiers et les seuls bénéficiaires. De ce fait, ils ont témoigné d'une grande volonté à continuer les activités initiées par le projet. Néanmoins, le principal défi est d'ordre financier, car les activités liées au projet nécessitent un budget conséquent. A moins de trouver un moyen d'autofinancement, il serait difficile pour ces acteurs de continuer à travailler. Un autre obstacle à franchir est le manque de réactivité des autorités face aux rapports envoyés par les commissions GRC des fokontany. En bref, le Projet VONONA est voué à un bel avenir, a une grande chance de durer, et peut désormais être mis à l'échelle sur d'autres zones, à condition de trouver une solution à ces points noirs qui l'entachent.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
PARTIE I : CADRE ET METHODOLOGIE	6
I. CADRE ET OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION	6
1. <i>Cadre référentiel du Projet VONONA</i>	6
2. <i>Périmètre de l'évaluation</i>	8
II. APPROCHE ET DEMARCHE DE L'ÉVALUATION	9
1. <i>Approche quantitative</i>	9
2. <i>Approche qualitative</i>	11
3. <i>Démarche de la mission</i>	11
PARTIE II : RESULTATS DE L'ÉVALUATION	12
I. PERTINENCE DU PROJET	12
1. <i>Pertinence du projet face aux stratégies et politiques existantes</i>	12
2. <i>Pertinence du projet face aux attentes des communautés locales</i>	15
II. EFFICACITE DU PROJET.....	17
1. <i>Niveau de préparation des communautés sur la GRC</i>	17
2. <i>Résultats des enquêtes communautés</i>	19
3. <i>Résultat des enquêtes sur le COVID 19</i>	28
III. EFFICIENCE DU PROJET	33
1. <i>Mobilisation des ressources financières</i>	33
2. <i>Utilisation des ressources financières</i>	33
3. <i>Utilisation des ressources humaines</i>	34
4. <i>Efficiences par rapport au PNGRC</i>	34
IV. IMPACTS DU PROJET	35
1. <i>Impacts pour les membres des commissions GRC (ELS/Comité GRC Ecole)</i>	35
2. <i>Impacts sur la population locale</i>	38
3. <i>Impacts sur l'écologie</i>	40
V. DURABILITE DU PROJET.....	42
1. <i>Facteurs favorables</i>	42
2. <i>Les freins</i>	44
PARTIE III : RESULTATS TEST DE PREPARATION	46
I. NIVEAU DE PREPARATION DES COMMUNAUTES	46
1. <i>Niveau de mitigation et de préparation par zone</i>	46
2. <i>Capacité des communautés à faire face aux aléas</i>	48
II. NIVEAU DE PREPARATION DES ECOLES	53
1. <i>Niveau de préparation des écoles</i>	53
2. <i>Capacité des écoles à faire face aux aléas</i>	54
PARTIE IV : RECOMMANDATIONS	59
I. RECOMMANDATIONS POUR LES ELS.....	59
1. <i>Niveau de préparation des ELS</i>	59
2. <i>Autonomisation des structures</i>	59
II. RECOMMANDATIONS POUR LES ECOLES	62
1. <i>Suivi des actions de redressement</i>	62
2. <i>Dynamisation et rappel des formations</i>	63
III. RECOMMANDATIONS GLOBALES.....	63
1. <i>Aux responsables du Projet VONONA</i>	63
2. <i>Aux membres du consortium</i>	64
3. <i>Au niveau régional</i>	64
4. <i>Au niveau national</i>	64
5. <i>A Save The Children</i>	64
CONCLUSION	65